

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



PROVISOIRE

T/PV.780

19 avril 1957

FRANCAIS

UN. LIBRARY
22 APR 1957

UN/SA COLLECTION

Dix-neuvième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA SEPT CENT QUATRE-VINGTIÈME SEANCE

tenue au Siège, à New-York,
le vendredi 19 avril 1957, à 14 heures.

Président :

M. ASHA

(Syrie)

1. Examen du rapport annuel de l'Autorité administrante du Territoire sous tutelle du Togo sous administration française pour 1955 [3e] (suite).
2. Examen des pétitions : 186ème rapport du Comité permanent des pétitions [4]
3. Examen de la procédure relative aux pétitions [15] (suite).

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document miméographié, portant le symbole T/SR.780. Les délégations pourront y apporter les corrections qu'elles jugeront bon et dont il sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

57-12740

(60 p.)

EXAMEN DU RAPPORT ANNUEL DE L'AUTORITE ADMINISTRANTE DU TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE, 1955 (T/1500, 1504 et Add.1; T/PET.7/520; T/L.740) /Point 3 e de l'ordre du jour/ (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous poursuivons le cours des questions posées au représentant de l'Autorité administrante au sujet de la situation dans le Territoire sous tutelle du Togo sous administration française.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Au cours des débats qui se sont déroulés à la Quatrième Commission, sur l'avenir du Togo français, le Ministre des territoires d'outre-mer a indiqué que divers domaines jusque-là réservés aux autorités françaises seraient, en vertu du statut, transférés au Gouvernement togolais. Si mes souvenirs sont exacts, il a mentionné, entre autres domaines, celui des télécommunications. Le représentant de la France peut-il dire si ce transfert de pouvoirs aux autorités togolaises a été confirmé dans les faits et si, à la suite des conversations entre le Gouvernement togolais et le Gouvernement français, d'autres domaines ont été transférés?

M. BARGUES (France) : Il est exact, comme le rappelle le représentant du Guatemala, que le Ministre de la France d'outre-mer, devant la Quatrième Commission, a indiqué que certains des services qui, dans le statut faisant l'objet du décret du 24 août 1956, entraient dans les attributions de la République française, c'est-à-dire figuraient dans la liste des affaires réservées, avaient été malgré tout transférés à la République autonome du Togo, à la demande d'ailleurs des autorités du Territoire. Il avait cité, peut-être pas les communications, mais la radio, si mes souvenirs sont exacts. Il avait marqué, d'ailleurs, l'importance que représentait un tel transfert, si l'on veut bien considérer que la radio est incontestablement, entre les mains d'un gouvernement, un moyen de propagande extrêmement efficace. Ce transfert avait eu lieu; mais il est évident qu'il n'était pas conforme au statut et qu'il devait entraîner obligatoirement une modification de ce statut. C'est à cette occasion qu'une modification du statut a été envisagée. L'Assemblée législative togolaise a émis deux vœux, à cet égard : un le 28 décembre 1956, l'autre le 13 février 1957. A la suite de ces vœux, est intervenue la modification au statut dont j'ai fait part au Conseil de tutelle, modification qui a été consacrée par le décret du 22 mars 1957. J'ai indiqué les

M. Bargues (France)

lignes générales de cette modification; j'ai notamment indiqué que certaines attributions réservées à la République française avaient justement été transférées à la République du Togo. D'une façon plus précise, je dirai que ce transfert, tel qu'il apparaît dans le statut, homologue en premier lieu les transferts de fait qui s'étaient produits sans que les dispositions du statut antérieur le prévoient et ajoute à ces transferts de fait ainsi consacrés légalement de nouveaux transferts, notamment ceux que j'avais eu l'occasion de citer concernant, en particulier, la protection de l'exercice des libertés publiques ainsi que la coordination de l'activité des différents services de la République française et de la République togolaise.

Pour me résumer, je dirai qu'au lendemain même de l'application du statut, dans sa première forme, certains transferts, notamment celui de la radio, de la sécurité intérieure, ont été opérés, mais que de nouveaux transferts vont être opérés maintenant en exécution du décret du 22 mars, qui a modifié le décret du 24 août 1956 portant statut du Togo. A ce propos, j'ai fait observer au Conseil, justement, que le vœu exprimé par l'Assemblée législative et le décret pris par les autorités de la République française pour donner satisfaction à ce vœu marquaient bien d'une façon concrète le caractère évolutif du statut, sur lequel j'avais eu l'occasion d'insister et sur lequel M. Defferre également a insisté au cours des débats de la onzième session de l'Assemblée générale.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Il est un autre aspect sur lequel ma délégation voudrait obtenir certains éclaircissements. Il existe dans le Territoire, pour assurer le maintien de l'ordre public et l'application des décisions des tribunaux et des autorités, divers organismes : corps de police, sécurité générale et sûreté; il y a aussi des forces armées qui dépendent du Haut-Commissaire. Le représentant de l'Autorité administrante peut-il indiquer quels sont les rapports respectifs de ces divers organismes et de quelle autorité, supérieure ou subalterne, ils dépendent précisément?

M. BARGUES (France) : En vertu du Statut, la République française doit assurer uniquement la sécurité extérieure du Territoire et la surveillance des frontières. A cet effet, elle dispose des forces militaires proprement dites et de la police des frontières. Les forces militaires sont d'ailleurs extrêmement peu importantes puisqu'elles ne comprennent, je crois, qu'une compagnie d'infanterie coloniale. Ces forces militaires sont à la disposition du Haut-Commissaire de la République, qui représente la République française.

Je ne veux pas dire, d'ailleurs, qu'au cas où l'ordre serait troublé et où l'intervention des forces militaires serait nécessaire pour suppléer à l'insuffisance de forces de police, ces forces militaires ne pourraient être appelées à intervenir, à la demande du Premier Ministre, qui est chargé de la sécurité intérieure.

Voici donc le premier élément dont la tâche est d'assurer la sécurité : les forces militaires, dont le rôle essentiel, vital, est d'assurer la sécurité extérieure, mais qui, éventuellement, pourraient être mises par le Haut-Commissaire à la disposition du Premier Ministre pour, le cas échéant, renforcer les forces de police.

Il y a aussi la police des frontières. Son effectif - que je ne connais pas exactement - est très faible puisqu'il s'agit là uniquement du contrôle des entrées et sorties de voyageurs ainsi que du visa éventuel des titres de transport (Passeports, titres de voyage, etc.).

Pour assurer la sécurité du Territoire proprement dite, nous trouvons la police urbaine, qui dépend directement des municipalités puis, au-dessus des municipalités, du Gouvernement togolais.

Les gardes-cercle sont chargés à la fois du maintien de l'ordre public et de la surveillance des prisons, ainsi que de l'accomplissement de menues tâches administratives comme le port des plis, etc. Les gardes-cercle constituent un corps spécifiquement togolais. L'encadrement peut comporter, d'ailleurs, des Français d'origine, mais ceux-ci sont alors mis à la disposition du Gouvernement togolais par le Gouvernement français; ils sont détachés de leur corps d'origine et ils dépendent exclusivement du Gouvernement togolais.

Enfin, il y a la gendarmerie. Il s'agit là d'un corps français, d'un corps civil, encore que son organisation soit copiée sur celle de l'armée. Les gendarmes

sont, au Togo comme en France, chargés d'assurer la sécurité intérieure. Ils sont également détachés de la République française et dépendent exclusivement du Gouvernement togolais. Ils ne sont pas très nombreux. Je crois qu'il ne s'agit que d'une section de gendarmerie, comprenant un peu moins de cent unités.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : En vertu de la loi du 18 novembre 1955, les municipalités de Lomé, d'Anécho, d'Atakpamé et de Sokodé ont été élevées au rang de communes de plein exercice. Nous savons que des élections étaient prévues pour le 28 avril, mais qu'elles ont été ajournées. Le représentant de la France pourrait-il nous dire si des dispositions, des plans ou des projets ont été prévus pour étendre à d'autres municipalités, dans un proche avenir, le droit de plein exercice ?

M. BARGUES (France) : La loi du 18 novembre 1955 avait, dans un de ses articles, énuméré les communes qui devaient accéder immédiatement - c'est-à-dire dès la mise en application de cette loi - au rang de communes de plein exercice, c'est-à-dire de communes organisées selon le modèle des communes métropolitaines, dont le régime est fixé par une loi du 5 avril 1884.

Puis, dans une disposition de caractère plus général, cette loi du 18 novembre 1955 avait prévu que les autorités locales avaient la faculté d'ériger en commune de plein exercice toute autre commune.

Le problème, d'ailleurs, est plus technique que politique, étant donné que, selon l'organisation des communes métropolitaines, ne peuvent être érigées en communes de plein exercice que les agglomérations qui ont la possibilité d'assurer l'équilibre de leur budget. En fait, en ce qui concerne les quatre communes qui avaient été énumérées, la loi de 1955 n'a pas été appliquée au Togo. Elle ne l'a pas été parce que le premier acte d'application de cette loi devait se traduire par des élections pour la désignation des conseils municipaux de ces communes. Les élections devaient avoir lieu dans un délai d'une année à dater de la loi, c'est-à-dire au mois de novembre 1956. Mais, entre-temps, le Statut du Togo est entré en vigueur et l'organisation municipale n'entre plus maintenant dans les attributions de la Puissance administrante, mais dans celles des autorités locales. Or les autorités locales n'ont pas cru devoir appliquer la loi de 1955 ou la modifier immédiatement. Et je dois dire, à cet égard, que les autorités togolaises n'ont pas,

sur l'organisation du régime municipal, les mêmes conceptions que le Gouvernement français. C'est pourquoi elles n'ont pas cru devoir faire procéder à des élections pour la désignation de conseils municipaux dont les fonctions auraient été exactement celles des conseils municipaux de France.

Le Gouvernement togolais met actuellement à l'étude un projet d'organisation des municipalités de plein exercice dans le Territoire. Ces municipalités n'auront pas, vraisemblablement, absolument la même structure que celle qui découle de la loi métropolitaine du 5 avril 1884. Il appartient aux autorités locales d'appliquer le régime qui leur paraîtra le mieux adapté aux conditions locales, car la loi de 1884 avait été faite pour s'appliquer dans la métropole.

M. ROLZ BENNETT (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Un certain temps s'est écoulé depuis l'entrée en vigueur du Statut dans le Territoire. Il est probable que l'Assemblée législative a déjà fait preuve d'une certaine activité, et je voudrais savoir si le représentant de la France pourrait nous donner une idée des principales lois votées et des principales dispositions prises par cette Assemblée.

M. BARGUES (France) : Je n'ai pas sous la main le recueil des lois qui ont été votées par l'Assemblée. Evidemment, comme toute Assemblée législative dans tout Territoire ayant récemment accédé à un régime d'autonomie, les premiers actes de l'Assemblée législative togolaise ont été de choisir un drapeau et d'adopter un hymne et une devise.

L'Assemblée a aussi eu une tâche extrêmement importante à accomplir puisqu'il lui a fallu voter le budget de 1957.

Cela mis à part, je n'ai pas été tenu très exactement au courant des travaux de l'Assemblée. Je crois qu'en dehors du budget, la plupart des autres questions sont à l'étude et n'ont pas encore abouti au vote de lois.

Le problème de l'établissement du budget était d'ailleurs assez compliqué, plus compliqué que les années précédentes, en raison, d'une part, du transfert de certaines attributions, qui a évidemment amené une répartition différente des dépenses, et d'autre part, de la nécessité de fixer par des accords bilatéraux le montant et les modalités d'aide financière que doit apporter la France au Territoire. Je crois d'ailleurs que certains membres du Gouvernement togolais se trouvent actuellement à Paris où ils mettent au point, avec le Gouvernement métropolitain, ces différentes questions d'aide financière et de fonctionnement du FIDES, en harmonie avec les dispositions du nouveau Statut.

M. MUFTI (Syrie) : Le représentant de l'Autorité administrante a déclaré, dans l'une de ses réponses au représentant du Guatemala, que l'Autorité administrante dans le Territoire sous tutelle était uniquement chargée de la sécurité extérieure et de la police des frontières. Il a, en outre, déclaré que la gendarmerie dépendait du Gouvernement autonome du Togo. Ma délégation ne croit pas que ces informations soient tout à fait conformes aux faits. En effet, selon les modifications apportées par le Décret No 57359, du 22 mars 1957, au Décret No 56847, du 24 août 1956, l'article 30 modifié du Statut stipule que la gendarmerie relève de l'autorité du Haut-Commissaire et non pas de l'autorité du Gouvernement togolais dit autonome.

Nous savons également que, d'après les attributions de la gendarmerie, telles qu'elles figurent à la page 36 du rapport annuel, la gendarmerie est une force instituée pour veiller à la sécurité publique et pour assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois. Son action s'exerce sur toute l'étendue du Territoire.

Il n'est par conséquent pas exact de dire que la gendarmerie a uniquement un rôle à exercer sur les frontières pour assurer la sûreté extérieure du Territoire. Il n'est pas exact non plus de dire que la gendarmerie relève de l'autorité du Gouvernement autonome du Togo.

Telle est la mise au point que ma délégation a voulu faire à ce stade.

Les questions que ma délégation voudrait poser ont trait au régime des libertés publiques. Nous savons en effet que, d'après les modifications du Statut, la protection de l'exercice de ces libertés rentrent dans la compétence du Gouvernement togolais. Ma délégation voudrait savoir si cette affirmation est exacte et si le Gouvernement togolais dispose des moyens matériels nécessaires pour assurer un contrôle satisfaisant de l'exercice de ces libertés.

Ma délégation voudrait également savoir si le Gouvernement actuel du Togo est en mesure d'assurer convenablement le plein exercice, par les partis d'opposition, de ces libertés.

M. BARGUES (France) : Lorsqu'on veut jouer le rôle de censeur, il est prudent de s'assurer qu'on ne commettra pas soi-même d'erreur. Je n'ai pas dit que la gendarmerie avait un rôle unique. Le représentant du Guatemala m'a demandé dans quelles conditions était assurée la sécurité intérieure et quels étaient les organismes participant au maintien de cette sécurité. J'ai cité la gendarmerie. Je n'ai parlé de la gendarmerie que dans le rôle qu'elle a à jouer pour le maintien de la sécurité intérieure. Or les éléments de gendarmerie qui sont chargés de la sécurité intérieure sont mis à la disposition du Gouvernement togolais. Lorsque les gendarmes jouent le rôle, qui est également statutaire, d'auxiliaires de la justice française, comme la justice française dépend du Haut-Commissaire, ces gendarmes sont mis à la disposition du Haut-Commissaire.

En ce qui concerne l'exercice des libertés publiques, je pourrais, au fond, me dispenser de répondre si je n'admettais pas, ce qui pourrait être le cas, qu'on mette en cause les affirmations du représentant de la France et d'une façon, d'ailleurs, aussi brutale.

J'ai dit - et il n'y a qu'à se référer au texte du Décret du 22 mars - que la protection de l'exercice des libertés publiques, qui entraînait autrefois dans les attributions réservées à la République française, a été transférée au Gouvernement du Togo. Elle a été transférée, je le répète, par un Décret du 22 mars. Or nous sommes, aujourd'hui, le 19 avril. Il faut tout de même le temps matériel de mettre en application une disposition aussi importante que celle-là. Je ne peux donc pas fournir, évidemment, de renseignements sur la façon dont le Gouvernement togolais a appliqué cette disposition. Peut-être n'en a-t-il pas encore commencé l'application.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation voudrait savoir si le Haut-Commissaire dans le Territoire est en mesure de révoquer le Premier Ministre.

M. BARGUES (France) : Non, Monsieur le Président.

M. MUFTI (Syrie) : Puis-je savoir quelle est l'Autorité qui pourrait le révoquer ? Serait-ce l'Assemblée, en exprimant son manque de confiance dans le Cabinet ?

M. BARGUES (France) : En effet, il n'y a que l'Assemblée qui puisse provoquer la démission du Premier Ministre en lui refusant sa confiance.

M. MUFTI (Syrie) : L'article 34 du Statut modifié stipule que les attributions des fonctionnaires de coordination générale sont définies par arrêté conjoint du Haut-Commissaire et du Premier Ministre et exercées conformément aux instructions conjointes de ces deux autorités. Ma délégation voudrait savoir si les instructions doivent être signées par les deux autorités qui sont mentionnées dans cet article ou si l'une quelconque des autorités peut donner des instructions d'une façon indépendante, tout en appliquant les dispositions réglementaires.

M. BARGUES (France) : C'est un des points particuliers sur lesquels la mise en application du Statut a rencontré quelques difficultés. Il est d'ailleurs toujours difficile d'assurer la coordination de diverses administrations entre elles. Cette difficulté est d'autant plus grande lorsque ces administrations dépendent de deux gouvernements différents et étrangers. En fait, le Service de coordination, dont la création avait été prévue par le Statut du 24 août, n'a jamais été créé du fait, justement, de ces difficultés. Il devait être placé sous l'autorité du Secrétaire général qui devenait ainsi le Chef de l'administration, mais le poste de Secrétaire général, à la suite de ces difficultés, a été supprimé et on a laissé la question presque entière, en prévoyant que certains fonctionnaires seraient chargés d'assurer une coordination et que leurs attributions seraient définies par un arrêté conjoint du Haut-Commissaire et du Premier Ministre. En réalité, il faut qu'un accord intervienne entre ces deux autorités. Cet accord n'est pas encore intervenu, mais des pourparlers sont en cours.

Les instructions données à ces fonctionnaires devront, elles aussi, faire l'objet d'un accord préalable et être adressées conjointement à ces fonctionnaires qui dépendront à la fois des deux autorités. Cela n'empêche pas, évidemment, que le Haut-Commissaire pourra donner des instructions particulières aux fonctionnaires français dans la mesure où, dans l'exercice de leurs fonctions, ils représenteront le Gouvernement français. Cela n'empêchera pas non plus le Premier Ministre de donner également des instructions particulières aux fonctionnaires togolais, dans la mesure où ils représenteront le Gouvernement togolais.

Progrès économique

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a plus de questions dans le domaine politique, nous passerons au progrès économique et je donne la parole au représentant du Guatemala.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Ma première question est relative aux circonscriptions administratives dont il est question à la page 78 du rapport annuel de l'Autorité administrante. Ma délégation voudrait savoir si les conseils de circonscriptions ont des attributions dans le domaine économique et, dans l'affirmative, quelles sont ces attributions?

M. BARGUES (France) : Les circonscriptions administratives peuvent se voir attribuer la personnalité morale. En fait, cette attribution doit être fixée par l'Assemblée, qui était autrefois l'Assemblée territoriale et qui est maintenant l'Assemblée législative. Dans la pratique, l'Assemblée a conféré la personnalité morale à toutes les circonscriptions. Les circonscriptions forment donc, à l'heure actuelle, des personnalités de droit public, dotées de l'autonomie morale et financière. C'est dire qu'elles ont, évidemment, un droit de gestion assez grand. Elles ont, notamment, celui de voter le budget de circonscription. Sans doute, le budget de circonscription n'est qu'un des budgets qui s'exécutent dans la circonscription même, puisque, à ce budget, viennent se superposer d'autres budgets, notamment le budget du Territoire, puis, éventuellement, le budget de l'Etat et le budget du FIDES. Mais, pour toutes les dépenses courantes et d'intérêt local, c'est-à-dire dont l'intérêt se limite à la circonscription, c'est le budget de circonscription qui constitue l'élément financier. Or ce budget est voté par le conseil de circonscription. Il ne l'est, évidemment, que dans la mesure où la circonscription est dotée de la personnalité morale, mais, en fait, elles sont toutes dotées de cette personnalité morale.

On peut donc dire que, dans toutes les circonscriptions, c'est le conseil de circonscription qui vote le budget. Or il est incontestable que le budget est en étroite relation avec la politique économique et que, notamment, toutes les dépenses d'intérêt économique limitées à la circonscription sont du ressort de ces conseils.

Aux pages 78 et 79 du rapport annuel, on trouve une énumération, qui n'est d'ailleurs pas limitative, des principales dépenses qui doivent être couvertes par les budgets de circonscription. On y trouve, notamment, la création et l'entretien des routes et pistes d'intérêt local - il s'agit seulement des petites routes en dehors des grands itinéraires qui sont construits et entretenus sur le budget du Territoire - les dépenses d'équipement et d'investissement et, d'une manière générale, toutes les dépenses de travaux d'aménagement devant favoriser le développement de l'économie et l'amélioration des conditions de vie de ses habitants.

Par conséquent, les programmes économiques particuliers à la circonscription dépendent uniquement de la décision des conseils de circonscription. Il faut, cependant, faire une observation à ce sujet. C'est que les programmes d'investissement et de développement économique dans une circonscription déterminée doivent obligatoirement s'inscrire dans les programmes plus vastes communs à tout le Territoire. Il y a des organismes de coordination qui se trouvent à Lomé. C'est eux qui donnent les directives générales et c'est, évidemment, dans le cadre de ces directives que les conseils de circonscription ont la faculté d'établir les programmes locaux et de voter les dépenses nécessitées par la mise en exécution de ces programmes dans les limites de la circonscription en cause.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Des explications que vient de donner le représentant de la France, je conclus que les conseils de circonscription jouissent d'une certaine autonomie financière et qu'ils sont à même de déterminer leurs sources de revenus. A cet égard, je voudrais obtenir des renseignements complémentaires. Quelles sont les sources de revenus que peuvent décréter ces conseils de circonscription pour leur permettre de faire un travail effectif en faveur de la population dans le ressort de leur circonscription?

M. BARGUES (France) : Les trois sources essentielles de revenus du budget de la circonscription sont les suivantes :

1) Les produits des taxes et des contributions qui pourraient être perçues directement par la circonscription. Conformément au règlement, c'est l'Assemblée législative qui détermine l'assiette et le mode de perception de ces taxes et qui fixe un maximum pour les tarifs. A l'intérieur de ce maximum, les conseils de circonscription fixent les tarifs qui doivent être réellement appliqués.

2) Des centimes additionnels à certains impôts, taxes et contributions qui sont perçus au profit du Territoire. Lorsque l'Assemblée législative vote une taxe ou une contribution, elle prévoit la possibilité pour les collectivités secondaires - c'est-à-dire les circonscriptions et, éventuellement, les communes - de percevoir des centimes additionnels au principal de ces taxes. Le principal revient au Territoire, les centimes additionnels reviennent aux collectivités secondaires, c'est-à-dire, en fait, aux circonscriptions ou aux communes. La faculté, d'ailleurs, de voter ces centimes additionnels est limitée par un maximum qui est fixé par l'Assemblée législative. Ce n'est que dans la limite de ce maximum que les conseils de circonscription et les conseils municipaux ou les commissions municipales ont la faculté de voter des centimes additionnels.

3) Enfin, des contributions du Territoire, car le Territoire a la faculté - et il en use, d'ailleurs - d'attribuer des subventions ou des contributions à certaines dépenses inscrites dans les budgets de circonscription. Si des dépenses de caractère non permanent - des travaux de construction de routes, par exemple, - devaient être effectuées sur le budget de la circonscription et que les ressources normales n'y suffisent point, le conseil de circonscription pourrait contracter un emprunt.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je passe à un autre ordre de questions dans le domaine du progrès économique. J'aimerais avoir des renseignements complémentaires sur l'application du système d'exonérations fiscales adopté en 1954 en vue de favoriser les exploitations minières et agricoles. Les nouvelles dispositions sont indiquées à la page 385 du rapport annuel de l'Autorité administrante, sous le titre: "Contributions directes". Comme le sujet me semble intéressant, je serais reconnaissant au représentant de la France s'il voulait me donner des renseignements complémentaires.

M. BARGUES (France) : Afin de favoriser les investissements et de venir en aide aux exploitations nouvelles, l'Assemblée, par une délibération de la fin de 1954, a prévu l'octroi d'une exonération de certains impôts sur les revenus des exploitations commerciales et agricoles pendant les cinq années qui suivent la mise en marche de ces exploitations. Je dois dire qu'une disposition de ce genre, d'une façon générale, a été mise en application dans les divers territoires africains qui sont administrés par la France. Il est évident qu'il est indispensable, pour favoriser la mise en valeur des richesses du Territoire et la mise en oeuvre d'un programme de développement, d'accorder aux capitaux qui s'investissent certains avantages fiscaux. Tel était le but de cette délibération. J'ai pu faire moi-même l'expérience de la mise en oeuvre d'une mesure de ce genre dans d'autres territoires et je puis dire qu'elle a été d'un très heureux effet pour l'encouragement des investissements. Malheureusement, je n'ai pas, d'informations en ce qui concerne le Togo et je ne puis pas donner au représentant du Guatemala des précisions sur le nombre d'entreprises ayant bénéficié de cette exonération ni sur les résultats concrets que l'on peut attribuer à un tel avantage fiscal.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Puisque le représentant de la France ne dispose pas de données concrètes en la matière, peut-être l'Autorité administrante pourrait-elle les fournir dans son prochain rapport.

Je passe à une autre question. A la page 357, paragraphe 42, du rapport annuel, notre attention est attirée, de façon favorable, sur une décision créant une commission d'étude de la Réforme Fiscale. Il s'agit d'une décision en date du 13 octobre 1955. Le représentant de la France pourrait-il nous indiquer la composition de cette commission et son programme ?

M. BARGUES (France) : J'ai pris note du désir exprimé par le représentant du Guatemala et j'en ferai part à l'Autorité administrante afin que, dans le prochain rapport au Conseil de tutelle, des données concrètes sur les bénéficiaires des exonérations fiscales puissent être introduites. J'entends les exonérations fiscales correspondant à la délibération de l'Assemblée territoriale et portant sur les bénéfices réalisés par certaines entreprises dans les cinq premières années de leur installation.

La décision qui a été prise le 13 octobre 1955 à l'effet de créer une commission d'étude de la réforme fiscale avait surtout pour objet de simplifier et de mieux adapter aux conditions locales le régime des contributions directes. Les impôts directs ont été - peut-être un peu trop, à mon avis personnel - copiés sur ceux qui étaient en vigueur en France. Cela est normal. Il est évident que les représentants de la France dans le Territoire ont été tentés d'appliquer, parfois avec des nuances insuffisantes, les principes qui étaient en vigueur dans la métropole. A l'expérience, on s'est aperçu que l'application de ces principes, d'une façon trop stricte, trop absolue, ne correspondait pas toujours aux conditions locales.

Je ne sais pas de quelle manière la commission d'étude a conduit ses travaux ni à quels résultats elle a pu aboutir. Je dois d'ailleurs ajouter que, là aussi, le problème se pose maintenant sous un jour un peu différent parce que le Gouvernement de la République autonome du Togo a peut être, en cette matière, comme en matière électorale, des conceptions un peu différentes de celles des autorités métropolitaines. En fait, cela rend plus nécessaire encore l'institution et le fonctionnement d'une commission appelée à modifier le régime fiscal.

Entrant un peu plus dans le détail, je dirai de façon plus précise que le système, qui s'avère d'une application assez difficile dans des pays comme le Togo, où la densité de population est moins forte que dans les pays d'Europe occidentale, où la matière imposable est plus diffuse, où le nombre des contribuables est beaucoup plus faible et où, par conséquent, les frais du contrôle seraient exagérés eu égard à l'importance de cette matière fiscale, le système d'impôt sur le revenu, tel qu'il existait autrefois dans la métropole, et tel qu'il existe aujourd'hui au Togo, est parfois trop complexe. Je dis : "tel qu'il existait autrefois dans la métropole" parce que certaines réformes ont été réalisées en France alors qu'elles ne l'ont pas été au Togo, ce qui montre que, déjà,

on a tenu compte de la nécessité d'avoir un régime mieux adapté au Territoire que celui de la métropole. Dans un pays comme le Togo, les systèmes inspirés de nos principes métropolitains sont parfois d'une complexité trop grande. Ils encouragent la fraude fiscale; ils rendent le recouvrement des impôts difficile et le contrôle inefficace. Je parle surtout ici de l'impôt sur le revenu et c'est d'ailleurs celui qui est surtout en cause dans les travaux de la commission. Au Togo, le système général de l'impôt sur le revenu est celui qui existait, à un certain moment, dans la métropole mais qui, comme je l'ai dit, y a été remplacé par un système beaucoup plus complexe.

Il existe deux impôts superposés. Il y a un impôt cédulaire, les différentes cédules étant représentées par les traitements et salaires, par les impôts sur les bénéfices commerciaux industriels, l'impôt sur les professions non commerciales, c'est-à-dire en particulier les professions libérales, l'impôt sur le bénéfice agricole. Tous les contribuables, personnes physiques ou morales, paient ces impôts. Les tarifs ne sont d'ailleurs pas toujours les mêmes. C'est ainsi que pour les bénéfices industriels et commerciaux, un tarif existe pour les personnes physiques et un pour les sociétés, qui est plus élevé. On pense que le revenu du capital peut être plus lourdement imposé que le revenu du travail. Au-dessus de ces impôts cédulaires, se trouve un impôt de superposition que l'on appelle l'impôt général sur le revenu, qui est payé par les personnes physiques. Il est incontestable qu'un tel système, comme je l'ai dit tout à l'heure, outre qu'il rend le contrôle difficile et a tendance à encourager la fraude, en réalité n'est pas générateur de ressources considérables. Ce défaut est compensé en partie par l'impôt personnel. Mais l'impôt personnel, c'est le défaut inverse. Alors que ce système d'impôt sur le revenu veut un peu trop adapter très étroitement le montant de l'impôt au revenu réellement touché par le contribuable - et je dis qu'il le fait trop étroitement parce que le contrôle est pratiquement impossible - au contraire l'impôt personnel, que nous appelons l'impôt de capitation, est trop fruste, c'est-à-dire qu'il ne s'adapte pas suffisamment aux ressources réelles du contribuable. On l'a tempéré, au Togo en particulier, en établissant ce que l'on appelle la capitation graduée et il y a plusieurs catégories de contribuables. Malgré tout les nuances sont encore insuffisantes et ce système-là a le défaut d'exonérer d'une charge fiscale - en dehors d'une petite contribution insignifiante - des individus qui touchent en réalité des revenus élevés.

C'est pour tenir compte de ces deux considérations et de la nécessité d'adapter aux conditions locales, réelles à la fois l'impôt sur le revenu, trop complexe et trop ambitieux, et l'impôt de capitation trop fruste, qu'a été créée cette Commission. Je répète que le problème s'est compliqué du fait que les autorités locales maintenant, c'est-à-dire le Gouvernement togolais, vont avoir la possibilité de faire valoir des conceptions qui ne sont pas nécessairement, d'ailleurs, celles des fonctionnaires et des membres des assemblées qui avaient,

jusqu'à présent, fait partie de la Commission d'étude. Il est évident que ce problème est extrêmement complexe. On peut dire, d'une façon générale, que les commissions fiscales dans tous les pays du monde travaillent de longs mois avant d'aboutir à des conclusions. Ici, elles ne feront pas exception à la règle - étant donné, notamment, le problème particulièrement compliqué qui leur est posé.

En ce qui concerne la composition de la Commission, je n'ai pas malheureusement dans mes documents la composition exacte; je peux dire en gros qu'elle se compose de fonctionnaires des administrations fiscales, des représentants de l'Assemblée législative et des représentants de certains intérêts privés, comme les membres des syndicats et les chambres de commerce.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le représentant de la France pour la réponse détaillée qu'il a bien voulu nous donner. J'en conclus que les habitants autochtones ont pris une part active aux travaux de cette commission.

Passant à une autre question, j'aimerais avoir quelques renseignements sur les derniers progrès de l'exploitation des phosphates. Le Conseil a porté beaucoup d'intérêt à cette question et il avait, lors de sessions antérieures portant sur l'examen des conditions dans le Territoire, mentionné la possibilité d'une participation du Territoire au capital de telles entreprises, si elles étaient constituées. Je voudrais savoir quelle est la situation en ce qui concerne l'exploitation de ces gisements; l'entreprise est-elle déjà constituée, et, dans ce cas, le Territoire participe-t-il au capital de cette dernière ? Si oui, qui a décidé de cette participation par le Territoire ?

M. BARGUES (France) : Je reviens un peu en arrière. Le représentant du Guatemala a évoqué la participation des autochtones à l'étude des problèmes fiscaux. Je voudrais dire, me basant sur mon expérience, que d'une façon générale les assemblées au Togo, comme dans tous les territoires africains, s'intéressent énormément à ce problème des impôts, d'abord parce qu'elles considèrent que c'est évidemment l'un des problèmes majeurs de l'administration d'un pays et aussi parce que, comme ce sont des élus, ils tiennent évidemment à s'occuper d'une façon particulière des intérêts qui touchent directement leurs mandants.

Les assemblées qui, dans les législations même antérieures à la mise en application du nouveau statut avaient, en matière de fixation d'impôts, des attributions extrêmement importantes, se sont toujours préoccupées de mettre en vigueur un régime fiscal aussi équitable et productif que possible.

En ce qui concerne l'exploitation des phosphates, je dois dire que la Société Minière du Bénin a été créée pour l'exploitation de ces phosphates. Je n'ai pas d'informations très détaillées sur sa composition. Je sais que l'Office chériffien des phosphates et également des sociétés françaises ont participé à la constitution de son capital. Les installations d'exploitation ont d'ailleurs déjà été inaugurées.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Le représentant de la France aurait-il d'autres précisions à nous donner quant à la question de savoir si la participation du Territoire à la constitution du capital de cette entreprise a été couronnée de succès ?

M. BARGUES (France) : Je n'ai pas de renseignements autres que ceux figurant à la page 132 du rapport, indiquant que la Société Minière du Bénin - qui s'est substituée au Comptoir des phosphates de l'Afrique du Nord - comprend huit Européens, représentant seize personnes, et 70 Africains, représentant 120 personnes. La Société Minière du Bénin, dit le rapport, a recours à trois contractors pour l'exécution de ces travaux qui emploient de la main-d'œuvre européenne et africaine. Mais, comme je l'ai dit tout à l'heure, cette information n'est pas à jour puisque les travaux d'installation en vue de l'exploitation sont maintenant terminés, du moins la première tranche.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Le fonds de stabilisation du coton a été créé par un décret du mois de septembre 1955 (voir paragraphe 23, p. 357, du rapport).

Nous voudrions avoir quelques renseignements au sujet du mode de financement du fonds et, notamment, savoir dans quelle mesure le financement influe sur le prix du produit? Quelle est la participation, soit directe, soit indirecte, des producteurs de coton à l'administration du fonds. Si les renseignements que possède ma délégation sont exacts, ces producteurs sont essentiellement des autochtones.

M. BARGUES (France) : La Caisse de stabilisation des cours fonctionne au Togo comme au Cameroun. Je ne pense pas qu'il soit besoin de donner des informations complémentaires, puisque le représentant spécial du Cameroun nous a fourni à cet égard de très nombreux détails.

En fait, la Caisse de stabilisation qui a fonctionné, au Togo, de la façon la plus large, n'est pas celle du coton, mais celle du cacao, car la production en est, là-bas, assez importante. D'autre part, c'est surtout le cacao qui a subi une baisse considérable de ses cours.

Comme, justement, nous l'avons dit, le représentant spécial et moi-même, à propos du Cameroun, la Caisse de stabilisation est appelée à améliorer les conditions de production et de commercialisation des produits et à établir une stabilisation des cours en cas d'écarts trop grands des prix sur les marchés mondiaux.

Mais en raison de la constitution de ces divers fonds à une époque où, justement, les cours étaient en baisse, le fonds ne possédait pas de ressources suffisantes pour permettre d'indemniser le producteur et, éventuellement, l'exportateur, du dommage qu'il subissait en vendant son produit à un prix trop bas, quelquefois plus bas que le prix réel de la région.

C'est pourquoi un organisme a été créé dans la métropole, qui a été chargé d'alimenter ces fonds de stabilisation existant dans divers Territoires, notamment au Togo.

Je n'ai pas de chiffres en ce qui concerne la Caisse de stabilisation du coton; elle a été constituée à la fin de 1955 et je n'ai pas d'information sur son fonctionnement, qui n'a été que de très courte durée.

M. ARAGON (Guatemala) (interprétation de l'espagnol) : Il ne me reste qu'à remercier le représentant de la France pour les réponses qu'il a bien voulu nous faire et à lui demander, lorsqu'il n'a pu nous donner des réponses détaillées, d'essayer de nous fournir un complément d'information ultérieurement.

M. SALOMON (Haïti) : Je voudrais obtenir certaines informations du représentant de la France dans le domaine économique.

Ma première question sera la suivante : le représentant de la France pourrait-il nous dire si le Gouvernement togolais a déjà fait connaître ses vues sur un programme complet de développement économique du Territoire ?

M. BARGUES (France) : Le Gouvernement togolais n'a pas eu encore le temps matériel d'établir un programme complet. Au demeurant, ce programme de développement avait déjà été établi, au moins dans ses grandes lignes, et c'est en se référant à ce programme qu'a été fixé le programme d'aide, le FIDES.

Il se peut évidemment que les conceptions du Gouvernement togolais ne correspondent pas toujours aux conceptions de l'Autorité administrante, qui avaient été exclusivement appliquées jusqu'à présent, sous la réserve que ce programme était fonction aussi des délibérations de l'Assemblée territoriale.

Les divers Ministres, dans des allocutions publiques ou bien parlant à la tribune de l'Assemblée, ont fourni des indications générales sur les tendances que le Gouvernement togolais voudrait voir donner à l'économie du Territoire. Ils ont mis surtout l'accent sur la nécessité d'intensifier la production et de diminuer les prix de revient.

Il est incontestable que dans un Territoire comme le Togo, l'équipement économique et social, si poussé qu'il ait pu être ces dernières années, est malgré tout insuffisant. Il ne répond pas, pour parler plus précisément, au désir, non seulement de la population, mais de la Puissance administrante et du Conseil de tutelle. Donc le programme dont la réalisation est commencée doit être poursuivi et intensifié, mais ce programme, pour être réalisé, nécessite des ressources assez importantes. Or, dans l'état actuel de l'économie du Territoire, les ressources propres à ce Territoire, c'est-à-dire les ressources que peuvent fournir les habitants eux-mêmes sur leurs revenus, sont encore insuffisantes.

Il est donc nécessaire de les augmenter; c'est le premier point. Il faut augmenter les ressources du Territoire en développant la production. Malheureusement, exception faite des phosphates, dont nous avons parlé il y a un instant, la production du Togo est presque exclusivement agricole. Or le

développement de la production agricole est nécessairement, inévitablement, une oeuvre de longue échéance.

D'ailleurs, cette augmentation des ressources du pays se traduit d'une façon plus claire dans l'augmentation des marchandises destinées à l'exportation, puisque c'est proprement ces ressources qui fournissent directement des recettes. Je n'entends pas par là que les cultures vivrières n'en fournissent pas; elles en fournissent sous la forme d'impôts lorsque le revenu de l'habitant augmente, mais il y a là une augmentation des ressources du Territoire, que j'appellerai une augmentation de caractère indirect, alors que l'augmentation est directe lorsque le service des douanes perçoit à la sortie des droits sur le produit exporté.

Il faut donc augmenter cette production. Mais ces produits d'exportation sont en général le résultat de cultures qui ne sont pas des cultures annuelles, qui sont des cultures pérennes. Pour prendre l'exemple du cacao ou du café, lorsqu'on plante un cacaoyer ou un caféier il faut attendre au moins 5 ou 6 ans avant d'en recueillir les fruits. Donc, le programme qui est en cours de réalisation sur ce point est un programme de réalisation relativement lente.

Deuxièmement, il faut prévoir une amélioration de l'équipement économique pour diminuer les prix de revient. Il faut améliorer les méthodes de culture, il faut utiliser les engrais, il faut améliorer les voies d'évacuation. Pour ce faire, il faut procéder à une éducation de la masse (et c'est ce que fait le Service d'agriculture, notamment, à l'aide des moniteurs agricoles); il faut également investir des capitaux, qui ne peuvent être d'ailleurs que des capitaux publics, pour l'exécution des travaux. A cet égard, il faut évidemment, pendant un certain temps au moins, que le Territoire ait recours à la France.

M. Bargues (France)

Les Togolais l'ont bien compris et c'est pourquoi ils ont tenu à ce que le Statut prévoie explicitement le maintien de l'aide de la France sous la forme des crédits du FIDES. Comme je crois l'avoir dit au début de cette séance, certains membres du Gouvernement togolais sont actuellement en France, et je crois savoir qu'ils mettent au point avec la France ce programme d'aide financière. Je pense qu'ils doivent évidemment attendre que ces pourparlers soient terminés avant de pouvoir mettre au point un grand programme de développement économique.

Il y a un point également qui intéresse les investissements étrangers. C'est M. Mama Fousséni, je crois, qui, récemment, dans une allocution, a dit que son gouvernement était en train de préparer une réglementation ayant en vue l'encouragement des investissements de capitaux venant de l'extérieur. Cela vient d'ailleurs à l'appui de ce que j'indiquais tout à l'heure sur les avantages fiscaux accordés aux capitaux nouvellement investis, en fait à l'exonération fiscale pendant cinq ans des entreprises nouvelles. Il y a donc là, si vous le voulez, plus des indications que des données précises, mais ces indications sont suffisantes pour voir que, d'une façon générale, les Autorités togolaises ne se désintéressent en aucune manière de la nécessité pour leur gouvernement d'établir un programme d'évolution et de développement politique; ces indications nous suffisent aussi pour penser que, d'une façon générale, les Autorités togolaises, si elles sont désireuses de donner une impulsion plus grande à ce développement économique, ne semblent pas vouloir modifier très sensiblement l'orientation générale qui avait été donnée jusqu'ici à la politique économique. En gros, je le répète, cette orientation générale peut se résumer ainsi : augmentation de la production, à la fois, de cultures vivrières et de cultures d'exportation, aménagement du régime fiscal, investissements importants de capitaux privés et de capitaux publics, aide financière consentie par la France.

M. SALOMON (Haïti): Je remercie le distingué représentant de la France des renseignements qu'il vient de nous fournir. Ma deuxième question sera la suivante : L'immatriculation des droits fonciers s'est accrue considérablement pendant l'année de 1955. L'Administration rencontre-t-elle toujours des obstacles majeurs à la poursuite intensive de ces opérations?

M. BARGUES (France): En vérité, il n'y a pas au Togo dans ce domaine plus de difficultés que dans la plupart des pays africains. Je dirais même que la population a des aptitudes intellectuelles particulièrement grandes dans cette zone de la côte d'Afrique, où elle est en contact depuis assez longtemps avec les concepts juridiques européens.

Les difficultés seraient peut-être moins grandes que dans certaines autres régions du centre de l'Afrique, par exemple, qui n'ont connu la colonisation occidentale que depuis une date plus rapprochée. Il y a évidemment un obstacle qui provient, en premier lieu, de l'existence de droits coutumiers; mais c'est l'inconsistance, la fragilité de ces droits coutumiers qui rend souvent nécessaire - pour que des investissements de longue durée, soit agricoles, soit immobiliers puissent être faits - la substitution à ces droits coutumiers d'un droit de propriété tel que le conçoivent les législations européennes.

On constate cependant que, d'une façon générale, le nombre d'immatriculation est relativement élevé - je dis relativement -. En fait, de 1923 à 1955, c'est-à-dire pendant trente ans, il n'y en a eu que 3.972. Mais on voit que leur nombre augmente. Le tableau qui figure à la page 108 montre qu'il y a eu une progression. Elle n'est pas régulière d'année en année, mais elle est constante au long des années. On voit notamment cette progression s'affirmer d'une manière beaucoup plus nette à partir du lendemain de la guerre : 37 titres créés en 1946, 90 en 1948, 173 en 1949, 201 en 1950, 226 en 1951, 273 en 1954, 445 en 1955.

Il est incontestable qu'il y a là une progression très grande: D'abord, parce que l'autochtone s'adapte de plus en plus à ces concepts venus d'Europe, ensuite, parce qu'il voit d'une façon très directe l'intérêt que présente pour lui le régime d'immatriculation, ensuite, parce que les ressources de l'autochtone vont en augmentant et on voit peu à peu se créer en Afrique ce qui n'existait pas autrefois, à savoir une épargne. Or, il est incontestable que l'homme qui se trouve à la tête d'un capital et qui sent naître en lui le sens de l'épargne éprouve le désir de donner une base plus stable à sa richesse. C'est pourquoi il est tenté de vouloir créer une propriété immobilière, stable et définitive. Il ne peut le faire d'une façon véritablement certaine que lorsqu'il fait immatriculer l'immeuble dont il est propriétaire ou sur lequel il a des droits.

Le distingué représentant d'Haïti pourra remarquer que c'est surtout dans les agglomérations urbaines que l'on constate la progression du nombre des immatriculations. Les difficultés ont été relativement peu importantes dans les agglomérations. Elles ont été plus grandes dans les campagnes. Mais, comme je l'ai dit, c'est une affaire d'éducation. Il est incontestable que peu à peu, grâce au développement de l'enseignement et grâce tout de même à la diminution de la force, de la puissance des traditions anciennes, on verra peu à peu se substituer au régime des terres inspiré par les traditions africaines, le régime inspiré du Torrens Act, qui est celui de l'immatriculation. Ceci est la première raison. C'est l'évolution générale dont on doit tenir compte d'ailleurs lorsqu'on établit des programmes d'éducation et d'instruction dans les écoles. La deuxième raison, ainsi que je l'ai dit tout à l'heure - et je m'excuse de me répéter - c'est la conscience que prend de plus en plus l'autochtone dont les ressources augmentent de la nécessité et de l'intérêt qu'offre pour lui la stabilisation de son droit de propriété.

M. SOLOMON (Haïti) : Je remercie le distingué représentant de la France des renseignements qu'il vient de me fournir.

Ma troisième question sera la suivante : A la page 129 du rapport, l'Autorité administrante fait état de travaux anti-érosifs tels que le barrage de retenue réalisé dans le Nord du Territoire. Le représentant de la France a-t-il quelque information au sujet de l'intérêt ou de la façon dont l'autorité administrante s'y prend pour intéresser la population locale à la construction de ces travaux qui sont fort importants et à leur entretien?

M. BARGUES (France) : Le problème évoqué par le distingué représentant d'Haïti est évidemment l'un des problèmes primordiaux, non point au Togo, mais en Afrique. Il s'agit de la conservation des sols. Il est évident que les sols, en Afrique, sont extrêmement fragiles et qu'ils ont été fortement dégradés par l'insouciance des hommes. Cela n'est pas particulier à l'Afrique. C'est plus sensible surtout parce que les sols, comme je le disais, sont plus fragiles que partout ailleurs. Mais cette situation, évidemment, n'a pas été améliorée. Lorsque l'on a eu tendance à passer du régime de la culture extensive à une culture de plus en plus intensive - elle est devenue intensive dans une limite relativement faible, mais malgré tout elle est moins extensive qu'auparavant - il fallait donc aviser. La propriété en Afrique est extrêmement morcellée et il est

M. Bargues (France)

assez difficile d'agir en dehors d'une action de persuasion du paysan autochtone. C'est cette action que mènent les Autorités administratives. C'est cette action, notamment, que mènent les sociétés de prévoyance. Un certain nombre de travaux, d'ailleurs, de travaux de barrages, de retenue d'eau, d'irrigation, notamment, sont faits par des sociétés de prévoyance. Ce sont tous les adhérents de la société, c'est-à-dire la population de la circonscription à laquelle correspond la société, qui bénéficient de ces travaux. Mais il ne faut pas se dissimuler que, d'une façon générale, c'est non seulement dans le cas des sociétés de prévoyance que l'action doit être menée, mais sur l'ensemble même de la population. Il y a là aussi toute une action éducative.

La vérité - je dois l'avouer - c'est que le problème était, jusqu'à une époque relativement récente, assez mal connu sur le plan technique. Avant de savoir comment il fallait faire pour conserver les sols, il fallait savoir pourquoi ils n'avaient pas été conservés.

M. Bargues (France)

Je disais tout à l'heure que le phénomène n'est pas particulier à l'Afrique. Dans d'autres continents, on a assisté à des phénomènes de dégradation des sols. On s'en est avisé, là aussi, à une époque récente et la technique s'est considérablement développée. Il y a des instituts, l'Institut de la recherche scientifique notamment, qui se préoccupent de ces problèmes. Il y a des techniciens, pédologues en particulier, des agriculteurs qui se penchent sur ces problèmes et essaient de trouver les moyens les meilleurs pour éviter la dégradation des sols et assurer leur refertilisation. Je crois que la seule méthode, là aussi, est de mener une action éducatrice par l'intermédiaire des autorités administratives, des chefs traditionnels, des membres des assemblées qui ont de l'influence sur leurs compatriotes et des sociétés de prévoyance.

M. SALOMON (Haïti) : L'absence d'un port de mer convenable pèse lourdement sur l'économie du Territoire, signale le rapport. Quelles sont les difficultés qui ont empêché jusqu'ici de surmonter les obstacles naturels à l'établissement d'un port de mer moderne dans le Territoire? Existe-t-il des études, des devis? Quelles solutions ont été proposées?

M. BARGUES (France) : La côte africaine est très inhospitalière. C'est une plage de sable battue par une barre et il est extrêmement difficile de faire un port abrité en eau profonde. Le seul port existant, au Togo, est celui de Lomé; mais c'est un port constitué par une rade foraine, avec un wharf, les relations entre les bâtiments qui se trouvent en rade et la terre se faisant au moyen d'embarcations. Le problème s'est posé depuis longtemps. Il est très difficile de trouver, sur la bande côtière dahoméenne, une solution différente. On s'est alors demandé s'il ne serait pas possible de choisir un point qui ne serait pas nécessairement situé sur le territoire du Togo, où l'on pourrait construire un port qui serait commun au Togo et à un territoire voisin, par exemple le Dahomey. Cette suggestion, qui techniquement était valable, en tout cas méritait une étude, s'est heurtée au particularisme tant des Dahoméens que des Togolais. Cependant, nous avons des exemples de pays qui utilisent un port situé en territoire étranger. Nous avons le cas de la Suisse, en particulier, qui serait bien embarrassée pour faire autrement et qui est obligée d'utiliser des ports se trouvant dans des pays étrangers. Certains grands ports mondiaux, comme Rotterdam, ne tirent d'ailleurs leur activité que du transit de marchandises qui viennent de pays étrangers.

M. Bargues (France)

Mais le particularisme, en Afrique, est plus grand peut-être encore qu'en Europe, ce qui n'est pas peu dire; et la question a demandé de longues années d'études. Si je me livre à ces considérations, c'est pour montrer la raison, essentielle d'ailleurs, pour laquelle le problème n'a pas encore été résolu. On a proposé de très nombreux points de la côte. Il y en avait qui étaient situés au Togo, d'autres au Dahomey. On a pensé que, pour le Togo seul, des investissements considérables ne seraient pas justifiés. On a proposé aux Dahoméens de se servir d'un port qui serait situé en territoire togolais. On a proposé, à l'inverse, aux Togolais d'accepter que la médiation de leurs marchandises se fasse dans un port situé au Dahomey. On n'est pas arrivé à un accord. Je pense, d'ailleurs (surtout étant donné l'institution, au Togo, d'un nouveau statut qui rend le Territoire plus autonome encore, si c'était possible, du territoire voisin du Dahomey), que le problème du port commun risque de ne plus se poser. Il est incontestable que le particularisme des Togolais s'est accusé encore depuis le jour où ils ont eu un statut de république autonome; de sorte que, semble-t-il, le port de Lomé sera simplement amélioré.

Mais un problème nouveau est venu se poser du fait de la découverte de gisements de phosphates et de leur mise en exploitation. La Compagnie minière du Bénin, qui doit exploiter ces phosphates, envisage la construction d'un wharf dans la région de Grand-Popo. Le problème ne serait plus le même, si l'on veut; je ne sais pas exactement (on est en train de procéder à des études) si le wharf serait situé en territoire dahoméen ou togolais; mais cela n'a qu'une importance secondaire, puisqu'il s'agit de l'écoulement d'un produit particulier et non point d'un port appelé à être véritablement le port principal du Territoire. Le particularisme des Togolais s'affirmait évidemment quand ils pensaient qu'ils seraient obligés de passer par le Dahomey pour évacuer toutes leurs marchandises. Mais du jour où il s'agit simplement de l'évacuation d'un produit particulier et dès lors que cette évacuation, au fond, est pour le Territoire une source de recettes nouvelles, ils peuvent admettre (si, comme je le pense, le site de Grand-Popo est celui qui convient le mieux) que leur wharf soit construit en territoire étranger. Ils l'admettront d'autant plus volontiers que ces travaux seraient faits par une compagnie de caractère privé.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Répondant au représentant d'Haïti, le représentant de la France a dit, à propos des gisements de phosphates, que la construction d'un nouveau port s'imposait. Peut-on en conclure que l'Autorité administrante envisage d'exporter les phosphates du Territoire, dans un proche avenir? N'envisage-t-on pas d'utiliser les phosphates dans le Territoire même, pour faciliter la fertilisation des sols?

M. BARGUES (France) : Il est évident que les phosphates produits par les gisements du Togo pourront avoir une double utilisation. Il est normal qu'on les utilise sur place. Mais le surplus sera exporté. On a prévu en effet l'utilisation possible sur place, pour la fertilisation des sols, des phosphates de ces gisements.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quelle est l'importance des gisements de phosphates déjà découverts dans le Territoire sous tutelle? Quelle extension envisage-t-on de donner aux entreprises industrielles chargées de traiter les phosphates dans le Territoire même?

M. BARGUES (France) : Je crois que le cubage total des gisements n'a pas encore conduit à des calculs précis. On est arrivé cependant à cette conclusion que les gisements permettraient une exploitation annuelle, lorsque les travaux d'équipement seront achevés, de l'ordre de 500.000 tonnes.

JM/Dg

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Des prospections ont-elles été entreprises pour découvrir d'autres minerais que le phosphate ?

M. BARGUES (France) : Des travaux de prospection sont en effet entrepris, qui ont amené la découverte d'indices de minerai de fer, que d'ailleurs les indigènes utilisaient autrefois. Des indices de chromite et quelques indices de bauxite étaient également connus, et du minerai d'aluminium a aussi été repéré. Mais jusqu'à présent, ces indices n'ont pas - il ne s'agissait que d'essais - permis de dégager des conclusions précises sur les possibilités d'exploitation immédiate. Il est très difficile de faire des pronostics tant que les prospecteurs n'ont pas apporté des résultats précis et chiffrés, car en cette matière les surprises sont toujours possibles.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pourrions-nous savoir qui effectue ces travaux de prospection, et dans quelles conditions ? Des accords ont-ils été conclus ? Des concessions ont-elles été accordées pour ces travaux de prospection ? Dans l'affirmative, quelle est la durée de ces concessions ?

M. BARGUES (France) : Les travaux de prospection sont effectués par le Bureau minier de la France d'outre-mer, dont le siège est à Paris. C'est une société d'économie mixte soumise à un contrôle très strict des organismes d'Etat. Ce Bureau minier a reçu des concessions qui lui ont été accordées selon la procédure ordinairement en vigueur pour les concessions minières, c'est-à-dire autorisant notamment l'intervention de l'Assemblée territoriale.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Est-il possible de connaître la durée pendant laquelle ces accords sont valables ?

M. BARGUES (France) : En ce qui concerne tous les minerais autres que le phosphate, seuls des permis de recherches ont été accordés. Pour le phosphate, la Société minière du Bénin a bénéficié d'un permis d'exploitation, mais je n'en connais pas la durée. En général, ces permis sont attribués pour des durées assez longues.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais maintenant demander au représentant de la France des renseignements au sujet du prix du café et du cacao au cours des deux dernières années. En effet, dans le paragraphe 40 du document de travail rédigé par le Secrétariat, on peut lire que "les cours du café et du cacao ont fortement baissé durant l'année [1955]" (T/L.740, p. 13).

M. BARGUES (France) : Je sais, évidemment, que les cours du cacao sont tombés. Il y a quelques années, le cacao avait connu des cours extrêmement élevés puisqu'il était monté, je crois, sur le marché de New York, à plus de 70 cents la livre. Ensuite, il était retombé à un niveau très bas (22 cents), mais il est actuellement en hausse et doit se trouver, sans doute, aux alentours de 25 cents.

La campagne du cacao s'est ouverte au mois de novembre 1956 et les cours ont baissé pendant cette période, c'est-à-dire à la fin de l'an dernier. La spéculation joue beaucoup sur ce marché et très souvent la baisse brutale des prix a lieu pendant les campagnes, car c'est évidemment le meilleur moment pour les spéculateurs. Les prix d'achat sont tombés à 78 ou 80 francs CFA (un dollar des Etats-Unis vaut 175 francs CFA). Une partie de la récolte a été vendue au Ghana. Le prix de campagne était de 72 shillings, ce qui correspond à 86 francs CFA. Il y a donc une toute petite marge, qui correspond aux bénéfices de l'acheteur et du transporteur. On peut dire que les prix au Ghana et au Togo sous administration française sont à peu près semblables.

La Caisse de stabilisation des prix avait fonctionné, en ce qui concerne le cacao, en raison de cette baisse, d'autant plus que la baisse est intervenue en cours de campagne. On a attribué aux producteurs une prime qui, généralement, a été supérieure à 16 francs CFA par kilo, pour maintenir un prix considéré comme rémunérateur et ne s'éloignant pas trop du prix payé pendant la campagne précédente.

Je n'ai pas de renseignements aussi précis en ce qui concerne les cours du café, mais selon les informations que j'ai lues dans les journaux américains - car c'est encore la meilleure source d'information à cet égard - le cours du café est actuellement en hausse à New York. Je signalerai à ce propos au représentant de l'Union soviétique que les cours des produits dans les Territoires que nous contrôlons ne sont pas fonction d'initiatives des autorités locales. Ces cours

sont fixés sur les grands marchés mondiaux, plus spécialement sur le marché de New-York, et nous sommes évidemment soumis aux exigences du marché de New-York.

Comme je l'ai dit, le cours du café a donc augmenté. Cependant, à une époque toute récente, il y a eu un léger fléchissement, fléchissement qui ne semble pas, pourtant, éprouver la courbe ascendante. C'est une sorte de palier dans la courbe.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si j'ai posé cette question, c'était afin de savoir, de façon plus précise, si cette baisse, qui dure depuis longtemps, a eu des effets sur la situation des producteurs des principales cultures d'exploitation du Territoire. Pourrai-je avoir des précisions à cet égard ?

M. BARGUES (France) : La baisse n'a pas entraîné une diminution de la production. Elle a évidemment exercé un effet sur les producteurs en ce sens qu'elle a entraîné une diminution de leurs ressources. Malgré l'intervention des caisses de stabilisation, les prix payés sont tout de même inférieurs à ceux qui avaient été payés pendant de certaines campagnes précédentes, surtout pendant celles où le cacao - comme on l'a vu - connaissait des cours extrêmement élevés. Il y avait eu, ces dernières années, une hausse si importante et si rapide des cours du café que la culture caféière avait acquis, dans tous les Territoires de la Côte d'Afrique, une très grande popularité parmi les populations autochtones. Les autochtones sont maintenant beaucoup mieux initiés aux conditions de commercialisation de ces produits qu'ils ne l'étaient il y a dix ou quinze ans. Autrefois, lorsque le prix d'un produit baissait considérablement, le fermier africain - à l'inverse de ce qu'aurait pu faire, par exemple, un fermier d'un autre pays, à savoir être poussé, justement, à augmenter sa production pour compenser la baisse des cours - se laissait décourager, n'entretenait plus ses plantations, ne mettait pas de nouveaux plants en terre et parfois même (je l'ai vu personnellement dans certains Territoires) ne procédait pas à la récolte des cabosses de cacao ou des cerises de café. Mais ce phénomène a tendance à s'atténuer. A ma connaissance, la baisse des cours du cacao - baisse malheureusement régulière et très marquée - et la baisse des cours du café - moins sensible et moins régulière - n'ont pas eu pour effet de compromettre la production. Leur seul effet - regrettable, d'ailleurs - a été que les revenus des producteurs ont dû subir une diminution, que je souhaite passagère, et que les recettes du budget de l'Administration se sont évidemment

JM/Dg

T/PV.780
- 49/50 -

M. Bargues (France)

ressenties de la diminution des ressources des contribuables, ainsi que de la diminution des valeurs mercuriales des produits à l'exportation, qui servent de base à la perception des droits de sortie.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de la France pourrait-il nous préciser en quelles mains se trouve l'exportation? Quel est le caractère de la participation des autochtones aux opérations d'exportation? Quelles fonctions occupent les autochtones dans les sociétés qui écoulent les produits d'exportation?

M. BARGUES (France) : Le commerce d'exportation est libre. Tout individu ou toute société peut parfaitement se livrer à cette activité commerciale. D'une façon générale, d'ailleurs, je crois que, dans ces pays-là, l'exportation est faite par de grosses sociétés qui ont des contacts directs avec les acheteurs, en Europe ou en Amérique. Il est assez difficile à un particulier de faire ce métier. En général, un collecteur achète directement au producteur ou à la société de prévoyance qui intervient pour maintenir les prix. Ce collecteur vend aux grosses sociétés exportatrices, soit au Togo, soit au Ghana, et ce sont elles qui vendent directement, ainsi que je l'ai dit, aux acheteurs, qui sont également d'importantes sociétés, en Europe ou en Amérique.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Des précisions ont été données concernant la première partie de ma question, mais, en ce qui concerne la deuxième partie - qui est fort importante - aucune réponse n'a été fournie. Je voulais savoir quel rôle joue la population dans l'exportation et, si possible, quels postes occupent les autochtones dans les sociétés qui se livrent à l'exportation.

M. BARGUES (France) : Je n'ai pas d'informations sur le personnel des sociétés qui s'occupent de l'exportation. Ce serait indiscret de ma part, d'ailleurs, de poser cette question à des sociétés, dans un pays où le commerce est entièrement libre. Je ne connais pas la qualité ni la nationalité de leurs administrateurs ou de leurs employés. Le seul renseignement que je possède - c'est l'intéressé lui-même qui nous l'a rappelé il y a quelques jours - est que M. Sylvanus Olympio a été agent général d'une grosse société commerciale qui s'occupait précisément de l'exportation.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il ressort de la déclaration du représentant de la France que le regret que j'ai exprimé hier à propos de l'absence d'un représentant spécial est parfaitement fondé. Si le représentant de la France sait uniquement que le pétitionnaire a occupé certaines fonctions et ignore qui assure l'écoulement de la production de base du Territoire, il nous est évidemment difficile de poser des questions sérieuses.

Je voudrais maintenant poser une autre question. On sait que, l'année dernière, il a été constaté, d'après les documents du Conseil, que le principal défaut de la vie économique du Territoire était le nombre peu élevé des centrales électriques. Le Conseil a émis des vœux à cet égard. Je voudrais savoir quelles centrales ont été construites depuis lors et dans quelle mesure ces installations ont eu des effets sur le développement de l'industrie en général et, en particulier, des industries qui produisent des biens de consommation.

M. BARGUES (France) : Je reviens un instant en arrière. Je dois dire que je partage entièrement les regrets exprimés par le représentant de l'Union soviétique en ce qui concerne l'absence d'un Représentant spécial. Je puis affirmer que je la regrette beaucoup plus que lui. Mais, même si un Représentant spécial était ici, il ne serait pas plus capable que moi de dire quels sont les autochtones qui participent au commerce d'exportation, étant donné, je le souligne à nouveau, que ce commerce est entièrement libre. Bien que tout particulier puisse s'y livrer, ce sont en général des sociétés qui font du commerce d'exportation, car des moyens financiers importants sont nécessaires. Il faut avoir des capitaux pour faire des avances. Il faut, d'autre part, être en relations directes avec les acheteurs, dans les pays étrangers, pour pouvoir traiter aux meilleures conditions. Dans ces sociétés, il y a peut-être du personnel autochtone, des administrateurs autochtones. Mais je dois dire que nous ne faisons aucune distinction entre les commerçants, quelle que soit leur nationalité ou la couleur de leur peau. J'ai cité l'exemple de M. Olympio parce qu'il nous a dit lui-même qu'il avait occupé un poste important dans une maison d'exportation, qui est d'ailleurs anglaise et non française. Mais je ne sais pas quelle est l'origine des membres du personnel dirigeant et du Conseil d'administration des grosses sociétés d'exportation. Je connais certaines de ces sociétés parce qu'elles

opèrent dans les territoires africains, qu'il s'agisse de territoires administrés par la France ou par le Royaume-Uni, ou au Ghana, mais il n'est impossible - et il aurait été impossible au Représentant spécial s'il avait été ici - de dire si les dirigeants de ces sociétés sont Togolais, ou Africains, ou Européens.

En ce qui concerne la distribution de l'énergie électrique, aucun changement n'est intervenu. Il n'y a que l'usine thermique de Lomé, qui est mentionnée, d'ailleurs, dans le rapport annuel.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le regret qu'a exprimé le représentant de la France à propos de l'absence d'un Représentant spécial mérite notre attention en ce sens que la discussion du rapport n'a pas lieu selon la procédure établie. Je veux espérer qu'une telle infraction ne constituera pas un précédent. Sans doute le Conseil veillera-t-il, dans l'avenir, à ce que la discussion ait lieu en présence du Représentant spécial de l'Autorité administrante.

En ce qui concerne les commentaires faits par le représentant de la France au sujet de la participation de la population autochtone à l'écoulement des produits d'exportation, je constate que si le représentant de la France entendait dire que les représentants de la population autochtone sont écartés de cette importante activité, il a confirmé mes suppositions. Je puis également conclure de telles déclarations que les efforts accomplis par l'Autorité administrante pour inciter la population autochtone à participer à cette importante activité sont insuffisants.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de donner la parole au représentant de la France, je voudrais apporter une précision en ce qui concerne les observations faites par le représentant de l'Union soviétique. Je voudrais donner lecture des articles 74 et 75 du règlement intérieur.

L'article 74 est ainsi conçu :

"Au cours de l'examen de tous les rapports, l'Autorité chargée de l'administration peut désigner et faire assister à la séance un représentant spécial particulièrement au courant des affaires du Territoire dont il est question."

L'article 75 est ainsi conçu :

"Le représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration peut participer, sans droit de vote, à l'examen et à la discussion du rapport, sauf lorsque la discussion porte sur des conclusions particulières visant le rapport."

Je rappelle aux membres du Conseil que, dans une déclaration précédente, j'ai précisé très nettement que la procédure suivie à cet égard ne constituerait pas un précédent. La pratique du Conseil a été de faire assister un représentant spécial à l'examen des rapports annuels, mais j'ai tenu à donner lecture de l'article 74 afin de bien montrer que nous ne faisons rien qui soit contraire au règlement intérieur. Peut-être ne suivons-nous pas la pratique du Conseil, mais nous ne commettons certainement aucune infraction au règlement intérieur.

M. BARGUES (France) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir bien voulu rappeler les dispositions du règlement intérieur qui montrent très clairement, en effet, que la présence d'un représentant spécial n'est pas obligatoire. J'ai indiqué, d'ailleurs, les raisons pour lesquelles je ne pourrai bénéficier de l'assistance d'un représentant spécial. Le Gouvernement togolais se trouvant actuellement en face d'une tâche extrêmement complexe, très difficile et dans la nécessité d'accueillir très prochainement les membres d'une mission, il n'a pas été en mesure de détacher auprès de moi un représentant spécial.

Peut-être le regret exprimé par le représentant de l'Union soviétique résulte-t-il de mon insuffisance à répondre aux questions qui me sont posées. Je le regrette, mais je fais de mon mieux.

J'ajouterai que si, évidemment, la règle générale veut qu'un représentant spécial assiste aux séances du Conseil, ce n'est pas la première fois que des Puissances administrantes se trouvent dans l'impossibilité de se faire aider

M. Bargues (France)

d'un représentant spécial. Je citerai deux exemples. D'une part, au cours de la deuxième session du Conseil, en 1948, lors de l'examen du premier rapport annuel sur la Nouvelle-Guinée, le représentant spécial n'était pas présent à la première partie de la session et le Conseil a renvoyé la conclusion de l'examen du rapport à la deuxième partie de cette session. D'ailleurs, même à cette deuxième partie, le Gouvernement australien n'a pas été en mesure d'envoyer un représentant spécial. On a décidé alors de renvoyer l'étude du rapport à la troisième session à laquelle assistait le représentant spécial.

Deuxième exemple. A sa douzième session, en 1953, le Conseil a procédé à l'examen du rapport annuel sur Nauru, bien que le représentant de l'Australie l'eût informé que le Gouvernement de Canberra n'avait pas jugé nécessaire d'envoyer à New-York un représentant spécial, puisque le Conseil était désormais bien au courant de la situation d'un si petit Territoire et puisque, précisément, une Mission de visite venait d'y séjourner. Il y avait donc des raisons parfaitement valables - autant, certes, que celles que j'invoque moi-même - et je crois qu'en dépit du règlement intérieur qui, d'ailleurs, n'a pas un caractère obligatoire, on peut parfaitement admettre que certaines Puissances administrantes ne soient pas en mesure d'envoyer de représentants spéciaux.

Je reviens maintenant sur ce qu'a dit le représentant de l'Union soviétique. Je répète que l'exportation des marchandises hors du Territoire du Togo est une activité commerciale de caractère entièrement privé, que tout le monde a le droit de s'y livrer et que l'Administration n'a pas la faculté d'exercer un contrôle sur la nationalité ou le statut ethnique de ceux qui s'y livrent.

La séance, suspendue à 15 h.55, est reprise à 16 h.15.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je vous remercie vivement, Monsieur le Président, des explications que vous avez données au sujet de l'absence d'un représentant spécial de l'Autorité administrante. Je tiens à préciser que, lorsque j'ai parlé d'un précédent, je pensais à l'usage établi plutôt qu'au règlement intérieur. Je pourrais ajouter que l'absence d'un représentant spécial aux séances du Conseil n'a jamais été considérée comme un apport constructif de la part d'une Autorité administrante. S'il y a eu des exceptions à la pratique généralement suivie,

elles ont été tellement peu nombreuses qu'elles n'ont fait que souligner la nécessité de l'usage établi - et bien établi. Il s'agit plus, je le répète, de l'usage que de la lettre du règlement. J'imagine - et c'est là, je crois, l'opinion de tous les membres du Conseil - que la présence d'un représentant spécial est une manifestation du désir d'une Autorité administrante d'aider le Conseil à se faire une idée exacte de la situation dans un Territoire donné.

Je me permettrai de poser encore une question. A sa dix-septième session, le Conseil de tutelle a déclaré qu'il estimait que le développement industriel du Territoire était une condition indispensable de son progrès économique et il a recommandé à l'Autorité administrante de faire tout ce qui était dans son pouvoir pour favoriser la création de nouvelles entreprises industrielles et, notamment, d'industries textiles et alimentaires. Le représentant de la France pourrait-il nous dire ce qui a été fait, dans la pratique, pour répondre à cette recommandation du Conseil de tutelle?

M. BARGUES (France) : A ma connaissance, aucune industrie importante n'a été créée au cours de l'année 1956. En fait, l'industrie est relativement peu développée dans le Territoire et il ne saurait en être autrement, d'ailleurs, aussi longtemps que l'économie restera uniquement agricole. Les seules industries de quelque importance - en dehors des industries artisanales - qui existent dans le Territoire sont des industries de transformation des produits alimentaires fournis par l'agriculture locale: la savonnerie parfumerie de Bé, l'usine de coco râpé de Lomé, la féculerie de manioc de Ganavé et, surtout, l'huilerie d'Alokouégbé. Cette huilerie traite les palmistes et elle a été construite sur des fonds fournis par le FIDES et est gérée par l'Institut de recherches des huiles et oléagineux. C'est elle qui fournit une huile de qualité stable, alors que les huiles triturées directement par les producteurs indigènes étaient acides, instables et se conservaient très mal.

La production va en augmentant, mais il n'y a pas eu, jusqu'à présent, de nouvelles usines créées dans le Territoire.

M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le paragraphe 43 du document de travail (T/L.740) nous rappelle que le Conseil a recommandé à l'Autorité administrante de prendre des mesures pour augmenter la participation des autochtones à l'activité industrielle du Territoire. Le Conseil a constaté, en effet, que les autochtones n'y prenaient qu'une part très limitée. Le représentant de la France pourrait-il nous dire ce qui a été fait à cet égard depuis la dix-septième session du Conseil?

M. BARGUES (France) : Comme je l'ai dit il y a quelques instants, le Gouvernement togolais élaborant un plan d'action économique sur lequel des informations nous sont fournies par des allocutions publiques prononcées par les membres de ce gouvernement, se préoccupe de favoriser les investissements de capitaux ainsi que l'activité commerciale, agricole et industrielle. Il est évident que les autochtones, -auxquels le Gouvernement togolais, où siègent en majorité les autochtones, porte un intérêt tout particulier -pourront être appelés, dans toute la mesure du possible, au développement de l'industrie. Mais, en fait, la création d'industries nouvelles demande des capitaux. Ce sont les capitaux, au moins autant que les hommes, qui comptent en l'occurrence. J'ai dit tout à l'heure que le gouvernement s'apprêtait précisément à élaborer un programme comportant des mesures destinées à favoriser les nouveaux investissements de capitaux. Il est incontestable que la population autochtone - comme la population d'autres origines pouvant se trouver dans le Territoire ou s'intéresser à celui-ci - sera appelée à participer à ce nouveau programme de développement.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Nous voyons, d'après le rapport, que le gros de l'effort, pour la deuxième phase du plan de développement, porte sur l'économie rurale. J'aimerais savoir quelle est l'orientation générale de ce développement de l'économie rurale, quels sont les aspects sur lesquels porte l'accent et quels succès ont déjà pu être obtenus.

M. BARGUES (France) : Comme le représentant de l'Inde le sait, le premier plan portait beaucoup moins sur le développement économique et l'augmentation de la production - qui est surtout agricole dans le pays - que sur la réalisation d'un équipement économique de base, je peux dire une infrastructure, et sur de grandes réalisations sociales. S'il en a été ainsi, c'est parce qu'un programme de développement économique ne pouvait pas être réalisé sans s'appuyer

sur une infrastructure économique qui était encore insuffisante : développement des moyens de transport, création de nouvelles sources d'énergie. Il fallait assurer également, d'une façon concomitante, le développement économique du Territoire et l'aptitude des populations à participer à ce développement. C'est pourquoi il était absolument indispensable d'améliorer la situation démographique et sanitaire du Territoire et de développer l'enseignement. Cela forme un tout. Mais ce but ayant été en partie atteint puisque, comme le Conseil a pu le constater, la situation sanitaire du Territoire s'est considérablement améliorée, la population a augmenté, le nombre d'enfants allant à l'école et le nombre des jeunes gens poursuivant des études soit dans le Territoire, soit dans des universités hors du Territoire, a considérablement augmenté - ce qui ne veut pas dire que l'effort ne doive pas être poursuivi - il fallait, dans un plan de développement conçu d'une façon rationnelle et équilibrée, accroître les ressources du Territoire, je l'ai dit tout à l'heure lorsque j'ai répondu à une question posée par le représentant d'Haïti.

La production étant agricole, c'est donc surtout sur l'agriculture qu'il fallait que le gouvernement porte ses efforts. C'est pourquoi le deuxième plan quadriennal a ralenti, tout en le poursuivant, l'effort exigé en matière d'équipement de base et de développement social pour se porter d'une façon plus nette, plus ample, sur le développement des réalisations économiques.

En fait, l'impératif No 1, actuellement, est d'accroître les ressources du Territoire pour lui permettre de vivre, dans toute la mesure du possible, sur ses propres ressources en diminuant progressivement l'aide extérieure, c'est-à-dire, en fait, d'améliorer la production.

Je parle ici du programme de développement économique. Il ne faut pas oublier non plus que l'autochtone africain est souvent sous-alimenté ou, tout au moins, que l'équilibre de sa ration alimentaire n'est parfois assuré que dans des conditions defectueuses. Il faut, d'autre part, parer à l'augmentation de la population qui est la conséquence de l'action médico-sociale.

On se trouve donc en face d'une double nécessité : accroître la production des cultures vivrières pour nourrir la population et améliorer la condition humaine, et aussi développer les cultures d'exportation pour procurer des ressources au Territoire.

La production du Territoire étant surtout agricole, c'est dans le domaine de l'économie agricole, c'est-à-dire de l'économie rurale, qu'ont porté les efforts du deuxième plan et que portent encore, non seulement les efforts réalisés au titre du FIDES, mais encore les efforts réalisés au titre des ressources locales.

Le représentant de l'Inde sait que, d'une façon générale, l'économie agricole africaine, en particulier au Togo, est le fait de petites exploitations qui sont souvent limitées au cadre familial. Je dois dire, d'ailleurs, que ce mode d'exploitation convient assez bien au tempérament africain et a donné, jusqu'à présent, de très bons résultats. Les grosses cultures d'exportation, et particulier le café et le cacao, sont des produits d'exploitation familiale africaine. Mais l'Africain livré à lui-même aurait évidemment, sans éducation préalable, marqué un attachement excessif aux anciennes méthodes de culture.

M. Bargues (France)

Il a fallu lui permettre et il faut encore lui permettre d'améliorer ces cultures traditionnelles et, en même temps, lui permettre de s'initier aux cultures nouvelles. Il y a là une oeuvre d'éducation. Il y a là aussi une oeuvre qui consiste à coordonner les efforts des exploitants agricoles. C'est surtout dans le cadre des collectivités indigènes, en particulier des sociétés de prévoyance, que cet effort doit être réalisé.

Les crédits prévus au FIDES portent sur l'amélioration des conditions de culture, la création de travaux hydrauliques agricoles, le percement de voies de communications pour l'évacuation des produits et, en même temps, la création de stations de recherches et d'études, la vulgarisation de procédés modernes agricoles, l'initiation à l'élevage du bétail. Je voudrais dire, entre parenthèses, qu'il existe dans les exploitations agricoles africaines une spécialisation que nous connaissons beaucoup moins en Europe. L'agriculteur n'est pas nécessairement un éleveur de bétail. Il ne connaît pas toujours l'utilisation du fumier de ferme. Il a donc fallu l'initier à ces éléments qu'il ne connaissait pas ou qu'il connaissait mal. Il a fallu d'ailleurs vaincre, là aussi, certaines habitudes séculaires.

Au titre de ce programme, on a construit et mis en service des étables fumières. Quarante et une de ces étables avaient été construites en 1954, quarante-deux en 1955; seize autres ont été mises en service au cours du premier trimestre de 1956. On a envoyé de jeunes agriculteurs indigènes faire des stages de culture attelée pour permettre à l'agriculteur indigène d'améliorer son rendement et aussi de se libérer de la servitude que comporte pour lui l'utilisation des outils manuels. On les a initiés à l'emploi de la charrue. Ce sont, en général, les sociétés de prévoyance qui achètent des charrues et les mettent à la disposition des agriculteurs indigènes.

On a mis en place plusieurs millions de piquets pour les plantations de culture arbustives. On a enfin diffusé des engrais. Cette diffusion d'engrais se fait sous forme de cession aux agriculteurs. La cession peut être faite soit à titre onéreux, soit à titre gratuit; soit directement par les stations agricoles de l'Administration, soit par l'intermédiaire des sociétés autochtones de

M. Barges (France)

prévoyance. On a appris également à l'indigène ayant été initié à l'élevage du bétail de ferme à utiliser la fumure pour certaines plantations riches, comme le caféier, le palmier à huile et le cocotier. On voit actuellement dans la zone côtière du Togo - ce que l'on ne voyait pas autrefois - des boeufs qui sont attachés par un licol au pied du cocotier et qui déversent directement leurs déjections à la base du cocotier, ce qui évidemment constitue un engrais de premier choix.

M. JAIPAL (Inde)(interprétation de l'anglais): Je tiens à remercier M. Barges pour la réponse très développée qu'il a faite au sujet du développement de l'économie rurale.

Nous constatons qu'en 1955 le prix du café et celui du cacao ont fléchi considérablement par rapport aux prix de 1954. J'aimerais savoir si la chute de prix de ces deux cultures a créé des difficultés locales, a provoqué des dettes locales, ou a eu d'autres répercussions dans le Territoire.

M. BARGUES (France): Je m'excuse d'avoir omis, dans la réponse peut-être trop longue que j'ai faite à la question précédente, un aspect malgré tout important. Je parle de l'action administrative. J'ai parlé de cette action sur la production. Il y en a une, aussi, sur la commercialisation. Il est évident que les récoltes, pour être vendues à un prix rémunérateur, doivent être présentées selon des normes commerciales, qui sont d'ailleurs exigées des acheteurs. Ce qui est important, c'est que les produits soient correctement conditionnés.

Le Service d'agriculture a créé à Lomé un atelier du conditionnement du café. L'indigène apporte son café à la société de prévoyance ou à l'atelier de conditionnement, ce qui permet d'obtenir un conditionnement excellent. On a mis également à la disposition des exploitants des petites machines : des pulpeuses, des parcheuses de café. On a fait de même pour les palmistes. On a mis à la disposition des exploitations indigènes des motoconcasseurs, des petits appareils qui fonctionnent dans les villages, dans les hangars des sociétés de prévoyance.

En ce qui concerne le prix du café et du cacao, il est incontestable que dans un pays comme le Togo, à économie relativement sommaire, à économie basée en grande partie sur la nécessité où l'on se trouve d'exporter des produits de la culture, l'économie est très sensible aux fluctuations des cours des produits.

M. Bargues (France)

J'ai dit tout à l'heure, aussi, que l'autochtone s'était beaucoup mieux adapté à ces conceptions. Autrefois, il concevait mal qu'un produit qu'il avait vendu à un prix déterminé au cours d'une récolte soit vendu à un prix beaucoup plus bas à la récolte suivante. Or, là, il est de fait qu'au Togo, comme d'une façon plus générale en Afrique occidentale, l'adaptation se fait peu à peu. De sorte que les baisses des cours ont beaucoup moins d'influence sur la quantité et la qualité de la récolte. Elles ont malheureusement une conséquence inéluctable : la diminution des ressources du producteur. Lorsque le producteur vend son produit, le prix de vente est inévitablement fonction des cours mondiaux, puisque l'acheteur ne peut pas acheter un produit plus cher qu'il n'est appelé à le revendre.

Mais c'est pour parer à cet inconvénient provoqué par des chutes trop brutales de cours que l'Administration a songé à pratiquer une politique de soutien, et a créé des organismes dont le but est double. Ces organismes que l'on appelle maintenant caisses de stabilisation des cours, ont une double fonction. Les fonds recueillis par ces caisses de stabilisation doivent servir à améliorer et à augmenter la production, à améliorer les conditions de commercialisation. C'est sur les fonds de ces caisses que l'on crée de nouvelles voies de communication, que l'on développe et que l'on améliore les conditions de décortiquage ou de concassage des produits : café, cacao, noix de palme. Voici donc le premier but de ces organismes.

Le deuxième, c'est d'assurer une stabilisation des cours. Le grand principe est le suivant : on exerce un prélèvement obligatoire sur les marchandises à l'exportation lorsque les cours sont élevés. En d'autres termes, on reprend au producteur une partie de son bénéfice lorsque ce bénéfice est important. On constitue ainsi une réserve et cette réserve est ristournée, en totalité ou en partie, lorsque les cours baissent dans des conditions telles que la vente des produits risque de ne plus être rémunératrice.

Mais, comme j'avais eu l'occasion de le signaler pour le Cameroun, - les conditions sont les mêmes au Togo - la mise en fonctionnement de ces organismes était trop tardive pour que cette deuxième partie de leur rôle puisse être jouée dans des conditions satisfaisantes. Il a donc été nécessaire de les aider et c'est ce qu'a fait l'organisme central métropolitain alimenté par le Trésor français. Comme je l'ai indiqué il y a quelques instants, seule la caisse de stabilisation des prix du cacao a été à même de fonctionner. Malheureusement les difficultés auxquelles elle s'est heurtée en raison de la chute trop importante des cours ne lui a pas permis - il faut bien le dire d'ailleurs d'une façon franche - de remplir de la manière la plus satisfaisante cette deuxième partie. Quant à la première partie - puisque j'en suis à parler du cacao - le cacao produit par le Togo est d'une qualité excellente. Soixante-quinze pour cent de la production cacaoyère du Togo est classée en qualité supérieure. C'est peut-être le seul Territoire d'ailleurs qui ait une qualité supérieure. Cela tient peut-être tout simplement, il faut le dire, aux qualités du sol et du climat. Mais cela tient aussi en grande partie aux efforts qui ont été faits dans le cadre du programme d'économie générale pour améliorer la production et le conditionnement des produits.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma question suivante a trait à l'immatriculation des terres et aux droits fonciers. Nous voyons dans le rapport qu'il existe dans le Territoire une disposition réglementaire au sujet de l'immatriculation et que les progrès de cette immatriculation ont été relativement lents au cours des cinq ou six dernières années. Le nombre des immatriculations en 1947 était de 48; en 1951, elles se sont élevées à 226 et en 1955 à 445. Comme il s'agit d'un pays où les petites fermes abondent, on s'attendrait dès lors à un accroissement plus rapide des immatriculations. Des raisons ou des difficultés particulières

expliquent-elles un progrès aussi lent dans le domaine des droits fonciers? Je serais très reconnaissant au représentant de la France s'il pouvait m'éclairer à ce sujet.

M. BARGUES (France) : Il n'y a pas de raisons particulières au Togo. C'est un état de choses qui est général à l'Afrique et nous sommes amenés d'ailleurs à le constater lorsque nous étudions la situation dans les divers Territoires sous tutelle. Nous pourrions faire une comparaison plus efficace si nous examinions la situation du Togo et celle des territoires voisins.

En fait, dans la structure tribale africaine, la notion de propriété individuelle, de propriété familiale, était assez confuse parce que la cellule sociale de base n'était pas, comme dans les pays occidentaux, la famille, mais la tribu ou la petite collectivité que nous appellerions, par exemple, un village. La terre était une propriété collective ou, plus exactement, la terre ne pouvait pas faire l'objet d'une appropriation privée. Ce qui était privé, c'était le droit de jouissance de la terre.

Sous le régime de la culture extensive - qui était le fait dans la plupart des cas en Afrique - cette coutume n'avait pas d'inconvénient majeur. Le chef de village opérait périodiquement une répartition des terres - répartition qui ne portait évidemment que sur le droit de jouissance et d'exploitation de la terre. Lorsque les terres étaient épuisées par des cultures trop longues, on les laissait purement et simplement en jachère.

A l'heure actuelle, une transformation se produit. Elle a deux causes : une cause sociale et une cause économique. La cause sociale réside dans la transformation de la structure sociale africaine, et particulièrement togolaise. Nous passons progressivement de la cellule tribale à la cellule familiale, mais évidemment elle-même sous l'influence des conceptions européennes qui est assez grande et relativement rapide. Cette évolution ne peut être, malgré tout, que très lente comme toutes les évolutions sociales. Peu à peu, la cellule constituée par la tribu s'affaiblit et elle est remplacée par la cellule familiale. Il est évident que la naissance d'une cellule familiale appelée à remplacer plus ou moins la cellule tribale donne aux membres de la famille un sens plus net de la nécessité où ils se trouvent de fournir une base stable à son droit de jouissance et d'utilisation du sol. En d'autres termes, on sent

peu à peu naître dans l'esprit des Africains le sens de la propriété, qui vient se substituer au sens de l'utilisation précaire du sol. Voici la première raison. C'est donc une raison d'ordre social.

Il y a une raison d'ordre économique. Lorsque l'indigène se livrait uniquement à des cultures extensives de produits vivriers. Le sol ne représentait pour lui qu'une valeur relativement peu importante. Du jour où l'autochtone a commencé à s'adonner à des cultures riches d'exportation, c'est-à-dire à des cultures dont le produit représente une ressource relativement importante et qui portent sur des espèces pérennes, des cultures que l'on ne peut pas abandonner d'une année à l'autre, (ce qui est le cas par exemple du café, du cacao ou du cocotier) l'indigène s'est trouvé dans la nécessité accrue de donner une base plus solide à son droit d'exploitation de la terre. On peut évidemment concevoir que l'on cultive du manioc ou du mil sur un terrain qui ne nous appartient pas puisque deux ou trois ans après par le fait d'une nouvelle répartition, ce terrain peut vous échapper et passer à un autre. Il en va différemment lorsque vous avez planté sur ce terrain des cacaoyers, des caféiers ou des cocotiers. La vie moyenne d'un caféier, d'un cocotier, d'un palmier, d'un cacaoyer est évidemment assez longue et on a intérêt à ne pas voir le fruit de son travail disparaître et passer au voisin quelques années plus tard.

Voilà, à mon avis, les deux considérations qui font que l'autochtone est tenté maintenant, beaucoup plus qu'autrefois, de s'intéresser non plus exclusivement à la jouissance du sol, mais aussi à la propriété de ce sol.

Je parlais ici surtout - et je crois d'ailleurs que je réponds plus exactement à la question du représentant de l'Inde - de la propriété immobilière rurale. Le problème est un peu différent en ce qui concerne la propriété urbaine, parce que là, évidemment, la structure tribale s'est dissociée beaucoup plus rapidement en ville que dans les campagnes. Il y a eu en effet un exode assez important vers les villes d'éléments jeunes, qui ont relâché les liens qui les attachaient à la tribu et qui ont peu à peu constitué une famille et se sont habitués à voir dans la famille la cellule sociale de base. D'autre part, l'intérêt, la valeur de la propriété immobilière apparaît plus vite encore, et d'une façon plus éclatante, que la valeur de la propriété d'un champ, surtout lorsque ce champ est planté de plantes d'espèce annuelle

M. Bargues (France)

Mais l'évolution est lente, malgré tout. Il faut reconnaître aussi que l'immatriculation des terres implique nécessairement d'ailleurs, l'accomplissement de certaines formalités; elles ne sont pas très coûteuses, mais elles sont tout de même assez compliquées. Il faut faire un levé de la propriété qu'on veut faire immatriculer. On concevrait mal que l'on puisse attribuer à un individu la propriété d'un terrain sans en établir les limites précises.

Il faut reconnaître que, pendant assez longtemps, l'accomplissement de ces formalités n'a pas rencontré un très grand enthousiasme de la part des indigènes, qui n'y étaient pas habitués. Il y a donc des éléments divers; certains tendent à l'accélération de la procédure des immatriculations. Ces éléments, je l'ai dit, sont la dissociation de la structure tribale et les gains que fait, concurremment, la nouvelle structure familiale. Il y a aussi l'existence d'une culture riche, là où n'existaient autrefois que des cultures annuelles, relativement pauvres.

Mais il y a la complexité de la procédure d'immatriculation, (qu'il n'est pas possible d'ailleurs de simplifier, car elle représente déjà une simplification très grande au regard de nos civilisations occidentales); il y a aussi l'attachement qui subsiste malgré tout envers les coutumes anciennes, et notamment la conception qui fixe les règles de jouissance et d'utilisation du sol.

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Ma dernière question porte sur le développement des moyens de transport et de communications. Nous constatons qu'en vertu du plan de 10 ans, une somme d'environ 528 millions de francs a été consacrée, en 1955, à l'amélioration du réseau de communications et que cette somme représente environ 43 pour 100 des crédits affectés à la branche locale du FIDES. Il me semble que 43 pour 100 représente un pourcentage assez considérable lorsqu'il est affecté exclusivement au développement du réseau de communications. Je me demande si un pourcentage aussi élevé est, en fait, nécessaire. Peut-être le représentant de la France pourrait-il nous fournir quelques éclaircissements à ce sujet.

M. BARGUES (France) : Je ne sais pas à quel passage du rapport se réfère le représentant de l'Inde. Est-ce qu'il vise uniquement le développement

M. BARGUES (France)

des transports routiers ? Il a employé (ou du moins l'interprétation française m'a donné) le terme de "communications". Est-ce qu'il envisage uniquement les transports routiers ou l'amélioration des chemins de fer aussi ?

M. JAIPAL (Inde) (interprétation de l'anglais) : Je voulais parler du paragraphe 48 du document T/L.740, dernier paragraphe du chapitre relatif au progrès économique.

M. BARGUES (France) : Il s'agit de l'ensemble des communications.

Je crois avoir montré la nécessité d'améliorer non seulement les conditions de production, c'est-à-dire d'intensifier la production et d'améliorer la qualité et le conditionnement des produits, mais aussi d'améliorer les conditions de commercialisation. Or la commercialisation des produits est souvent gênée, dans les pays tropicaux, par l'absence de moyens de communication. Il ne sert à rien de produire si l'on ne peut pas écouler sa production. Comme il s'agit là, toutefois, soit d'une production locale, qu'il faut amener sur les marchés locaux, soit d'une production destinée à l'exportation, qu'il faut amener jusqu'aux frontières ou jusqu'aux ports, il est absolument primordial, si l'on veut que les produits parviennent à destination dans de bonnes conditions de conservation et à des prix pouvant concurrencer les produits d'autres pays sur les marchés mondiaux, il est indispensable, dis-je, que les transports se fassent dans des conditions de rapidité et de sécurité suffisantes.

J'entends bien que quelquefois, dans nos programmes, nous avons placé les rubriques afférentes aux transports et aux communications dans les chapitres réservés à l'infrastructure de base. C'est vrai, en partie. Il ne faudrait cependant pas prendre cette classification d'une manière absolue, car les transports et les communications, qui constituent bien une infrastructure de base, ont des rapports extrêmement étroits avec la production elle-même. C'est un complément indispensable.

Dans un pays qui est fortement équipé au point de vue économique, l'amélioration ou l'intensification d'une production pose des problèmes partiels; par exemple, si l'on veut améliorer la production de la betterave dans le Nord de la France, on pourra augmenter les superficies plantées en betteraves, on pourra améliorer par des sélections la qualité des betteraves, mais aucun problème ne se posera pour le transport des betteraves jusqu'aux usines ou le transport des produits bruts,

de mi finis ou finis aux ports d'exportation, parce qu'il y a déjà des routes dans le Nord de la France, il y a un excellent port, qui est Dunkerque. Le problème sera donc un problème de technique agricole.

Si l'on veut créer ou améliorer une production agricole dans un pays africain, comme le Togo, où manque cette infrastructure de base, si l'on envisage d'augmenter et d'améliorer la production de cacao, par exemple, ou de coprah, on est obligé aussi d'envisager, dans son programme, l'amélioration des transports du produit par un réseau routier, par un réseau ferroviaire, l'amélioration des conditions d'embarquement au port.

C'est pourquoi, lorsque l'on envisage, dans un programme de développement économique, l'amélioration et l'intensification d'une production, on est obligé d'inclure dans son programme l'amélioration et l'extension des réseaux de communication.

C'est la raison pour laquelle le pourcentage des dépenses consacrées à l'amélioration des communications et des transports apparaît comme relativement élevé, mais il faut bien garder présent à l'esprit cet impératif qui se présente à nous, à savoir que si nous augmentons l'activité commerciale du Territoire, nous devons améliorer inéluctablement les conditions de commercialisation, c'est-à-dire le réseau de communications.

M. MUFTI (Syrie) : Je n'aurai que deux questions à poser dans le domaine économique, mais je voudrais tout d'abord faire remarquer à la délégation française que la délégation syrienne, en posant ses questions, n'exerce point le rôle de censeur et ne fait que s'acquitter des obligations qui lui incombent en sa qualité de membre du Conseil de tutelle.

Le représentant de la France a déclaré, en répondant à l'une des questions de la délégation soviétique, que M. Olympio, représentant du Comité de l'Union togolaise, participait au commerce extérieur. Ce fait, d'ailleurs, avait été souligné par M. Olympio lui-même. Ma délégation voudrait savoir si l'intéressé est la seule personnalité politique du Territoire qui participerait au commerce ou à d'autres activités économiques. Nous voudrions savoir aussi s'il existe, dans le Territoire, une législation qui interdirait aux personnalités politiques m'occupant pas de poste dans le gouvernement - comme c'est le cas de M. Olympio - de s'occuper de commerce ou d'autres activités économiques. Nous voudrions savoir, enfin, s'il n'y aurait pas, par contre, des personnalités politiques, dans le gouvernement, au Togo, ayant des intérêts dans certaines entreprises économiques du Territoire.

M. BARGUES (France) : Si j'ai dit que le représentant de la Syrie exerçait une censure, c'est parce qu'il m'avait paru, en effet, agir comme censeur. Ceci dit, la délégation syrienne, comme toutes les délégations présentes au Conseil de tutelle, a le devoir - le devoir impérieux - d'exercer un contrôle sur l'administration du Territoire. La délégation française, pour sa part, ne s'est pas privée, d'ailleurs, d'exercer ce contrôle sur l'administration des Territoires étrangers placés sous tutelle.

En répondant tout à l'heure au représentant de l'Union soviétique au sujet de la participation éventuelle d'autochtones au commerce d'exportation, j'avais cité M. Olympio parce que, connaissant assez mal le Territoire, j'avais pris cet exemple qu'il nous avait lui-même donné, puisqu'il nous avait indiqué qu'il avait été agent général d'une société qui, je crois, exerçait une partie de son activité dans le commerce d'exportation. Un autre exemple me vient à l'esprit : c'est celui du Premier Ministre qui, je crois, a une entreprise de transports. Cette entreprise doit aussi faire du transport pour l'exportation. Il s'agit là d'une activité privée, qui n'est interdite à personne, le commerce étant entièrement libre. Je crois qu'un des membres du gouvernement a une entreprise de travaux publics. Mais,

comme je l'ai dit, je ne connais pas suffisamment le Territoire pour donner plus de précisions. Il est fort possible que des personnalités politiques, qu'elles fassent partie ou non du gouvernement, exercent des activités qui les font participer au commerce d'exportation.

M. MUFTI (Syrie) : Nous remercions la délégation française pour ses précisions et nous désirons poser une dernière question.

On peut noter, dans le rapport du Conseil à la onzième session de l'Assemblée générale, que l'Autorité administrante avait donné l'assurance que les possesseurs de capitaux privés, au Togo, seraient invités à participer à la Société minière du Bénin et au Groupe minier qui s'occupe d'une étude entreprise sur les zones de gisements de phosphate dans le Territoire. Le Conseil de tutelle avait noté, dans ses conclusions et recommandations pour la dix-septième session, que l'Autorité administrante inviterait les autochtones à participer au financement de l'extraction du phosphate.

Je voudrais savoir quelles mesures ont été prises dans ce sens par l'Autorité administrante.

M. BARGUES (France) : D'une façon générale, lorsqu'une concession est accordée à une société, notamment pour l'exploitation du sous-sol, cette concession est assortie d'un cahier des charges qui comporte diverses obligations. Une de ces obligations - c'est d'ailleurs une clause insérée automatiquement dans tout cahier des charges - consiste à réserver aux souscripteurs locaux une partie du capital. Ces sociétés sont en effet constituées sous forme de S.A., dont le capital est formé par des actions, soit nominatives, soit au porteur. Lorsque le capital est important, il est très difficile d'en assurer la constitution intégrale au moyen de fonds locaux car, qu'il s'agisse d'Européens ou d'autochtones, les capitalistes sont très peu nombreux dans le Territoire. On est donc obligé de faire des émissions hors du Territoire, sur les places étrangères comme Paris, Londres, New York, etc. Mais, comme on veut, tout de même, réserver aux habitants du Territoire, quelle que soit leur origine ethnique, la possibilité de participer à l'activité économique, on prévoit qu'une partie de l'émission doit être réservée à des souscripteurs locaux.

J'ai d'ailleurs donné des informations qui figurent à la page 132 du rapport, où il est indiqué que la Société minière du Bénin a été constituée par huit Européens représentant seize personnes (je pense qu'il s'agit là de mandataires, de porteurs) et par soixante-dix Africains représentant cent vingt personnes.

Il faut dire que, d'une façon générale, et malgré cette clause, il a parfois été difficile de couvrir entièrement le montant de l'émission réservé aux capitaux locaux. Comme je l'ai dit, d'une part, les capitalistes sont assez rares, et d'autre part, le goût de l'épargne n'est pas toujours assez développé dans les Territoires africains pour inciter les détenteurs de capitaux à investir ceux-ci dans des sociétés de caractère commercial ou industriel. En fait, on voit naître, en Afrique, une épargne qui n'existait pas il y a cinquante ans. Si elle existe aujourd'hui, c'est d'abord parce que le sens de l'épargne s'est développé; c'est ensuite - et surtout - parce que des capitaux sont nés grâce, principalement, aux cultures riches. Les planteurs de cacao, en particulier - ce sont les prototypes des détenteurs actuels de capitaux en Afrique - n'existaient pas, autrefois. Ils ont réalisé des bénéfices en général assez larges pour constituer des réserves. Cependant, lorsqu'ils ont des capitaux, ils sont plutôt tentés de les investir dans des placements autres que les valeurs mobilières. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, qu'en Europe occidentale, où sont nées il y a moins de deux cents ans les sociétés anonymes, on n'a pas songé, pendant de très longs siècles, à investir des capitaux dans des opérations commerciales lorsque l'investissement se réalisait d'une manière indirecte, c'est-à-dire par la mise de capitaux à la disposition d'un exploitant. On exploitait les capitaux directement. La S.A. émettant des actions est une notion assez nouvelle. Elle est relativement récente en Europe; elle est plus récente encore en Afrique. Mais il est incontestable que l'on assiste de plus en plus à la pratique de l'épargne et à l'investissement dans des valeurs mobilières.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, le Gouvernement du Togo a manifesté son intention de favoriser les investissements de ce genre. Il n'est pas douteux que nous verrons, dans un certain nombre d'années, des sociétés se constituer dont le capital aura été entièrement souscrit par des détenteurs de capitaux originaires

JM/Dg

T/PV.780 -
- 84/85 -

M. Bargues (France)

du Territoire. Nous n'en sommes pas encore là, mais il est certain qu'une étape très importante a été franchie, - l'étape la plus importante, peut-être. Actuellement, en Afrique, les détenteurs de capitaux investissent ces capitaux dans des émissions lancées par des sociétés commerciales. Les investissements sont encore timides, il faut le reconnaître, mais ils se produisent, ce qui est déjà un grand progrès.

M. MUFTI (Syrie) : Le représentant de la France a indiqué qu'une partie de l'émission était généralement réservée aux autochtones. Ma délégation voudrait savoir, approximativement, quelle est l'importance de cette fraction par rapport à l'ensemble du capital.

M. BARGUES (France) : Je ne suis malheureusement pas en mesure de fournir cette précision. Je peux simplement dire que le capital social initial de la Société minière du Bénin avait été fixé à 100 millions de francs CFA, c'est-à-dire 200 millions de francs, en 1955, et qu'un nouvel appel de fonds, de l'ordre de 150 millions, a été décidé pour réaliser une installation pilote pendant l'année 1956. Je n'ai malheureusement pas la répartition du capital.

M. MUFTI (Syrie) : Ma délégation apprécierait beaucoup que cette information lui soit fournie, si possible, à un stade ultérieur. Elle voudrait faire remarquer qu'elle avait posé une question spécifique. Elle voulait savoir si l'Autorité administrante avait pris des mesures - par des publications, une propagande quelconque ou par des facilités d'investissement - en vue d'attirer les capitaux autochtones dans cette société particulière. Ma question avait un caractère spécifique et non pas général.

M. BARGUES (France) : Les établissements de crédit chargés de participer à la constitution du capital font auprès de leur clientèle toute la publicité nécessaire. Ils y ont intérêt, d'ailleurs, puisqu'ils perçoivent une commission. Je n'ai pas vu ce qui s'est produit au Togo, mais j'ai vu constituer des sociétés du même genre; une très grande publicité était faite par la presse locale, en particulier par la radio, afin de toucher la population autochtone et l'encourager à souscrire des actions des nouvelles sociétés. C'est certainement ce qui s'est passé pour la Société minière du Bénin.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Grâce aux questions qui ont été posées avant que je prenne la parole, il ne me reste à demander des précisions que sur un point.

La question porte sur le paragraphe 33 du document de travail relatif aux recettes et aux dépenses de l'exercice budgétaire 1955 par rapport à celui de 1954. Le Représentant spécial pourrait-il nous donner les raisons de la diminution constatée tant en ce qui concerne les recettes que les dépenses pour 1955?

M. BARGUES (France) : Ainsi qu'il est indiqué dans le document de travail, les recettes les plus importantes du budget ordinaire du Territoire sont les impôts indirects, c'est-à-dire, surtout, les droits perçus à l'importation et à l'exportation. Le Conseil sait que, au cours de l'année 1955 - en 1956 également, d'ailleurs - le Territoire a souffert du cours de certains produits d'exportation, notamment du cacao. Etant donné qu'il s'agit de taxes ad valorem, en d'autres termes, de taxes proportionnelles à la valeur du produit exporté, les prix sur lesquels sont basées les perceptions ayant subi une diminution, les perceptions elles-mêmes ont été amputées, assez largement quelquefois. Les recettes ont donc diminué.

En fait, la diminution n'a pas été aussi considérable qu'on aurait pu le craindre, puisqu'elle a été de 70 millions de francs en 1955 par rapport à 1954. Lorsque les autorités financières se trouvent en présence d'une telle situation, si elles ont le souci, légitime et même obligatoire, d'assurer l'équilibre de leur budget, elles sont obligées d'adapter, dans toute la mesure du possible, leurs dépenses à leurs recettes. Les recettes ayant diminué, l'administration du Togo s'est donc trouvée dans la nécessité de réduire autant que possible ses dépenses et elle a pratiqué une politique d'austérité financière; elle a essayé de réduire le plus qu'elle le pouvait les postes de dépenses qui, sans nuire au développement du Territoire, pouvaient être réduits, notamment par des compressions de personnel, par une diminution des frais généraux. D'ailleurs, le résultat escompté a été acquis, puisque l'équilibre budgétaire a été réalisé en dépit de la diminution des recettes.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : En posant cette question, je pensais au plan décennal, dont le but est le développement de la production. Je crois avoir entendu le représentant de la France dire, en répondant à certaines des questions posées antérieurement, que la production agricole a été largement accrue. Cependant je remercie le représentant de la France de ses observations.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Les orateurs m'ont précédé ayant pratiquement posé les questions auxquelles j'avais pensé moi-même, il ne me reste que quelques renseignements à demander au représentant de la France.

Au paragraphe 39, page 13, du document de travail, nous constatons que la production des ignames et du manioc a baissé considérablement. Cette diminution n'est nullement compensée par l'augmentation de certaines autres productions. Le Représentant spécial pourrait-il nous dire s'il y a des raisons particulières à ce fléchissement de la production?

M. BARGUES (France) : C'est le fait des productions agricoles d'être très étroitement soumises aux conditions climatiques. Le représentant de la Birmanie sait aussi bien que moi que ce phénomène est particulièrement sensible dans des pays tropicaux où le régime des pluies est souvent plus irrégulier que dans les pays tempérés et où les variations d'une année à l'autre sont beaucoup plus amples. Ce qui vient à l'appui de ce que je viens de dire, c'est que, parmi les cultures vivrières, la production de manioc a légèrement augmenté. Or le manioc, effectivement, est beaucoup moins sensible que certaines autres cultures aux variations dues aux conditions climatiques. Au contraire, l'igname, le mil et le maïs peuvent souffrir d'une sécheresse prolongée ou d'une prolongation de la saison des pluies. Il ne faut pas attribuer à une autre raison la légère diminution qui a frappé ces cultures puisque, de 1954 à 1955, nous constatons, en effet, une diminution - assez faible d'ailleurs - de la production des ignames, du mil, du maïs, mais, au contraire, une légère augmentation de la production de manioc.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la France pourrait-il nous fournir des chiffres, pour 1956, concernant les mêmes productions agricoles ?

M. BARGUES (France) : Je n'ai pas de chiffres pour 1956, mais je suppose que la baisse constatée en 1955 ne s'est pas poursuivie l'année suivante.

U PAW HTIN (Birmanie) (interprétation de l'anglais) : La question suivante est relative au développement rural. Je crois qu'elle a déjà été soulevée par le représentant de l'Inde. Le représentant de la France peut-il nous dire s'il existe un plan en vue de développer la mécanisation de l'agriculture, et, le cas échéant, où en est sa mise en application?

M. BARGUES (France) : J'ai déjà eu l'occasion de dire, à propos du Cameroun, je crois, que le problème de la mécanisation des exploitations agricoles était connexe. Nous avons vécu, pendant un certain nombre d'années, sur des illusions, parce que dans certains pays, dont le développement était évidemment beaucoup plus poussé que dans les territoires africains, la mécanisation avait donné des résultats extrêmement brillants et très encourageants. Mais il s'agissait de pays où les agriculteurs avaient, de toute évidence, une compétence beaucoup plus grande, étaient moins attachés à des traditions séculaires et où les exploitations portent, en général, sur de très grandes étendues. Dans ces pays où, précisément, est née la mécanisation - du moins la mécanisation sur une grande échelle - on utilisait un matériel relativement lourd. Ce matériel, que l'on a essayé dans les territoires africains, particulièrement au Togo, s'est montré assez mal adapté aux conditions spéciales de l'exploitation agricole sous les tropiques. D'une part, comme j'ai eu également l'occasion de le rappeler, les sols africains sont extrêmement fragiles, la couche arable est très mince et certaines pratiques culturales qui sont le fait de la mécanisation, comme les labours profonds, ont pour effet d'aggraver la dégradation des sols. D'autre part, dans une structure de petites exploitations, il est assez difficile et peu rentable d'utiliser des matériels trop importants.

J'ai dit que l'on s'était fait des illusions parce qu'on avait pensé qu'il n'y avait qu'une seule formule de mécanisation, qui était l'emploi de gros matériel agricole. En fait, on est revenu assez rapidement de cette erreur et on a compris qu'il fallait avoir un type de mécanisation adapté à chaque genre d'exploitation. Dans certaines petites exploitations et pour certaines cultures, notamment, il suffit peut-être d'utiliser la charrue tirée éventuellement par un tracteur léger ou par des animaux de trait. Répondant à une question qui m'a été

posée tout à l'heure, j'ai montré que l'action administrative avait été, en grande partie, dirigée vers l'éducation des cultivateurs autochtones et la formation de stagiaires en vue de développer l'usage de la charrue et l'élevage des animaux de ferme, des animaux de trait en particulier.

D'autre part, les stations agricoles - stations d'études et stations d'essais - ont fait - et font encore - des essais extrêmement intéressants sur l'utilisation des machines agricoles et l'adoption de machines aussi bien adaptées que possible aux conditions particulières de l'exploitation agricole au Togo.

C'est là le premier problème. C'est un problème technique. Il est fort avancé. Il y a un deuxième problème, qui est d'ordre commercial et économique. Il faut encourager les constructeurs à fabriquer ces machines et, pour cela, les allécher par des promesses de commandes. Ce qui a été fait aussi. Je dirai notamment que les constructeurs français qui, d'ailleurs, se trouvaient, en France même, en face d'un problème qui n'était pas fondamentalement différent de celui qu'on rencontre en Afrique, s'orientent de plus en plus vers la construction d'un petit matériel léger qui, moyennant quelques adaptations mineures, peut être utilisé en Afrique.

Troisième problème, enfin: la mise à la disposition des agriculteurs de ce matériel. C'est ici que jouent les institutions publiques qui sont de deux ordres : les institutions qui ont été créées dans le cadre des collectivités locales - et, en Afrique, ce sont en particulier les sociétés de prévoyance - et également les institutions de crédit agricole, institutions qui, pendant un certain temps, n'avaient pas eu un très grand succès parce qu'il était assez difficile à l'autochtone de fournir les gages que réclamaient inévitablement les organismes prêteurs. La formule a été trouvée par l'intervention des organismes collectifs, précisément, et notamment des sociétés de prévoyance et par le système d'une substitution d'une garantie collective à la garantie personnelle. Un agriculteur autochtone qui ne peut fournir de garanties réelles directement sollicite l'intervention d'un organisme collectif qui fournit sa garantie à l'organisme de prêt, c'est-à-dire, en général, à la Caisse de crédit agricole.

M. Bargues (France)

Tels sont les trois problèmes qui se posent. Ils sont en bonne voie de solution, mais il est incontestable qu'ils offrent encore des difficultés, qui sont loin d'être insurmontables, mais qui demandent évidemment un certain temps.

EXAMEN DE LA PROCEDURE RELATIVE AUX PETITIONS /Point 15 de l'ordre du jour/
(suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : le Conseil se rappellera qu'à sa 772ème séance, il m'a confié la tâche de désigner un comité chargé d'étudier la procédure d'examen des pétitions afin de l'améliorer; ce comité devra présenter son rapport à la vingtième session du Conseil. Après avoir étudié la question, j'aimerais désigner les membres suivants pour faire partie de ce comité : Belgique, Guatemala, Italie et Syrie.

S'il n'y a pas d'objection, le comité sera composé de ces quatre membres.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 h. 30.